

# La Lettre de la CADE

Coordination pour l'Afrique de Demain

Mensuel d'information - Avril 2010 - n° 130



*Débat du mois :*

## « Regards croisés sur 50 ans d'indépendance africaine »



enda europe

### Éditorial

## Sécheresse et sécurité alimentaire au Sahel

**S**ans vouloir mêler nos voix à ceux qui parlent de malédiction à son sujet, il nous faut bien reconnaître que le Sahel est périodiquement victime de sécheresses aux effets dévastateurs sur l'alimentation et la santé des populations qui y vivent. Cette année plus de la moitié de la population du Niger souffre de la faim en cette période de soudure et, bien que moins affectés, les habitants du Tchad, du Mali et du Burkina Faso ne sont pas épargnés.

Depuis la grande sécheresse de 1973, les pays sahéliens, sous l'impulsion du Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel – CILSS –, se sont organisés pour faire face à ce fléau : évaluation, dès les récoltes, de l'ampleur des pertes de production, estimation des besoins qui ne pourront être satisfaits par des ressources nationales et appréciation des apports extérieurs à mobiliser. Des instruments ont été mis en place pour surmonter les états de crise; aide triangulaire, constitutions de réserves nationales, création de banques céréalières au niveau des communautés de base, recours à des modes d'acheminement et de livraison des vivres qui ménagent les circuits commerciaux d'approvisionnement...

Mais, quelque soit le soin apporté à leur mise en oeuvre, ces instruments couvrent mal les besoins. Témoin de ces défaillances, souvent dénoncées, l'emballement des prix des denrées alimentaires, reflet de l'état de rareté de l'offre

mais également des spéculations sur l'état d'urgence qui ne sont pas sans rappeler, dans un tout autre domaine, la crise financière de la Grèce... qui ne fait pas que des malheureux.

On sait combien les sécheresses engendrent de souffrances et d'effets destructeurs sur les sociétés sahéliennes. Dès lors, on ne peut que s'étonner de l'imprévoyance des autorités et des organes d'aide extérieure.

Au lieu de s'alarmer avec retard, sans doute par crainte des réactions politiques, et de mobiliser dans l'urgence secteur public, aide internationale et ONGs, ne serait-il pas préférable de mettre en place, dans le cadre d'une politique agricole et commerciale adaptée aux conditions et réalités sahéliennes, des outils permanents de régulation des marchés, soutenus en période de crise par la solidarité internationale ?

Les pays sahéliens y gagneraient en terme de souveraineté et la stabilisation des marchés contribuerait à stimuler la production vivrière.

Il reste à montrer que des pratiques de régulation des marchés, qui ont fait leur preuve ailleurs, sont à la fois plus humaines et moins coûteuses que des interventions d'urgence. Il n'y a pas de sécurité alimentaire sans souveraineté alimentaire et celle-ci a toujours un prix. ■

**La Cade**

## Regards croisés sur 50 ans d'indépendance africaine

**C**inquante ans après les indépendances, que sont devenus les 17 Etats sortis de la période coloniale ? Comment se dessine leur avenir ?

Ces tables rondes, placées sous le **parrainage du FORIM**, sont consacrées à un moment phare de l'histoire africaine récente. Elles réunissent des témoins de cette période qui a suscité tant d'espoir. Il sera question des transformations de la société coloniale, de la place de la culture et de la formation dans les politiques mises en oeuvre, de l'incidence de l'héritage colonial et du cheminement de la dépendance vers la souveraineté.

Interviendront : **Ousmane BLONDIN DIOP**, diplomate à la délégation du Sénégal auprès de l'UNESCO ; **Bernard DUMONT**, ancien directeur de cabinet de ministres du travail soudanais, puis maliens, expert auprès d'associations dans le domaine social et éducatif ; **Philippe HUGON**, professeur émérite à l'Université Paris X Nanterre, directeur du Comité scientifique de la revue « Tiers Monde » ; **Franck O. IGUE**, ancien fonctionnaire de l'OCDE, chercheur en sciences sociales ; **Patrice YENGO**, anthropologue, professeur à l'EHESS. **Anne-Cécile ROBERT**, rédactrice en chef adjointe du « Monde diplomatique » sera la modératrice.



J.L. Baudet © CADE

En introduction **Jean-Louis Baudet**, président de **La CADE**, salue d'abord le parrainage du **FORIM** (Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations), qui traduit la parenté de nos démarches et confirme que l'action de **La CADE** n'est pas tournée seulement vers l'Afrique, mais aussi vers sa diaspora qui se manifeste par son dynamisme et sa capacité d'entreprendre.

Il situe ensuite le contexte des tables rondes. Depuis 50 ans, nous assistons à un changement d'époque, un changement démographique, un changement des partenaires de l'Afrique avec la présence des pays émergents d'origine asiatique et latino-américaine. Ensemble, ils entraînent un changement dans les profondeurs de la société africaine. Ce sont à la fois les aspects « macro » et « micro » de ces évolutions qui vont

être abordés. Un « Agenda politique abrégé », répertoriant les événements marquants de cette période sera mis sur le Site de **La CADE**.

**Anne-Cécile Robert**, modératrice de la réunion, remercie **La CADE** d'offrir un espace aussi ouvert et important pour ce débat. Tous les changements, qui se sont multipliés durant cette période, en ont

fait un changement d'époque, équivalent à ce qui s'est passé en 1945. Depuis, la géopolitique mondiale est en profonde mutation. L'Europe est marginalisée, le leadership américain s'affaïsse, se développent des relations Sud / Sud dans lesquelles l'Afrique est très présente, en espérant qu'elle saura tirer son épingle du jeu pour s'affirmer de manière progressive au service de ses peuples.



Anne-Cécile Robert © CADE

### Les mutations au Sénégal

Pour nous aussi Africains, commence **Ousmane Blondin Diop**, il est important de partager un regard croisé sur ces indépendances, que trop souvent nous ne regardons que d'un seul point de vue. Le Sénégal n'est peut-être pas assimilable à d'autres territoires de la région. Si la décolonisation a ponctué la vie politique française, elle a modifié les sociétés coloniales de l'intérieur. Ces transformations sociales auront une incidence sur la suite des événements. Les relations entre colonisateurs et colonisés vont évoluer et les rapports entre ces derniers vont se construire à partir de cette période. De cette première expérience historique découlent des indicateurs sur ce que va devenir la société sénégalaise, dite moderne ou ouverte et indépendante,

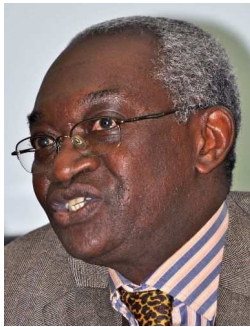
et ce en quoi elle déterminera le fil de son évolution jusqu'à aujourd'hui.

Le Sénégal, avec Dakar, était la capitale de l'AOF (Afrique occidentale française). Il y avait deux catégories de résidents : les citoyens français habitants des 4 communes (Saint-Louis, Dakar, Gorée, Rufisque) et les autres, tous les autres, dans toute la Fédération, les indigènes. Fonctionnaires français et sénégalais se côtoyaient, sans séparation entre Blancs et Noirs. Ces derniers étaient aussi détachés dans les autres Territoires, comme administratifs, instituteurs, médecins, ingénieurs, auxiliaires de justice... Ils se considéraient et étaient considérés comme l'élite, parce qu'ils étaient les décideurs. Ce sentiment d'une supériorité du Sénégal sur les autres Territoires aura des effets pervers, notamment en Côte d'Ivoire. Il a contribué à l'échec du projet de fédération et il a éga-

lement influencé les élections de 1951. Lamine Gueye représentait Saint-Louis et les élites de statut français et Léopold S. Senghor le monde rural, les indigènes. A la surprise générale, ce dernier fut élu. Par ailleurs les Sénégalais, qui avaient participé aux deux guerres mondiales, se considéraient un peu comme Français.

La Conférence de Brazzaville avait admis le principe de la représentation politique des masses africaines et avait essayé de moderniser le système économique de production rurale, pour quitter l'économie de traite. L'élite urbaine et le corps des autorités religieuses, les marabouts, se sont sentis concernés par ces perspectives et ont eu des attitudes ambiguës. Les élites étaient heureuses de l'indépendance, qui les émancipait du système colonial, mais en même temps elles ne voulaient pas l'abandonner, car leurs intérêts y

étaient subordonnés. Elles se libéraient du modèle tout en le reproduisant pour conserver leur statut d'élite dirigeante. Les marabouts, grands exploitants agricoles liés au système de la traite, craignaient une limitation de leur influence. Ils apparurent comme conservateurs du passé et ont essayé de combattre le nouveau système de l'intérieur, sans vouloir le détruire. Ils représentaient le monde rural, mais leurs intérêts y étaient opposés.



Ousmane Blondin Diop © CADE

On se trouve donc en présence de trois acteurs : le marabout qui est le pouvoir religieux, l'élite qui a la connaissance et le pouvoir politique et l'étranger qui est le pouvoir colonial français et le détenteur du pouvoir économique. Le socialisme senghorien s'appuie sur les masses paysannes et va s'opposer aux marabouts. Les représentants des entreprises coloniales voient d'un mauvais oeil la montée du nationalisme et celle de l'élite vers les postes de commande de l'économie. L'élite hésite, elle doit choisir : pouvoir politique et administratif ou pouvoir économique ? Le marabout est l'allié objectif du système économique traditionnel et de la traite arachidière, mais il s'adapte et son autorité morale demeure. A chaque crise il intervient en régulateur. La classe politique dans son ensemble veut une société civilisée, une régulation politique dans l'ordre, sans violence, basée sur les droits des citoyens. C'est ce grand humanisme qui va marquer l'histoire du pays.

Dès le lendemain de l'indépendance on voit émerger la contestation de la politique de Senghor, on voit aussi des élites politisées, radicalisées, des étudiants qui acquièrent une conscience politique et s'attaquent à un régime qui reproduit l'époque coloniale. Tout ceci constitue un mouvement : c'est la naissance d'une classe sociale, plus urbaine que rurale. Les villes et les campagnes n'ont pas les mêmes intérêts dans les voies du développement choisies. Ce développement, c'est le modèle occidental, dit Senghor, qui, intellectuel, n'y voit pas de contradiction avec sa théorie du socialisme africain et de la négritude. Mais la population ne suit pas, car la sénégalisation de la

pensée ne s'est pas produite. Le gouvernement n'a pas les moyens de répondre vraiment à la crise du monde rural, où sont pourtant ses électeurs.

En conclusion, on constate que l'indépendance a déclenché ce à quoi on ne s'attendait pas. L'élite était plutôt portée vers le NON, elle s'est autocensurée. Mais plus tard, elle en veut au pouvoir d'avoir accepté. Elle prend alors des positions radicales vis-à-vis de la France et de l'Occident. Mais la masse, qui a reçu l'indépendance sans l'avoir demandée, « fait avec », en demandant des comptes, parce que la vie est difficile. Le gouvernement lui dit que l'indépendance, c'est le chemin et qu'elle exige des sacrifices. C'est un peu un rendez-vous manqué. Au début, le développement économique n'a pas été à la mesure de l'attente. Avec le temps, il y a eu une amélioration. Ici l'habit démocratique est une réalité. ■

## La naissance du Mali (ex-Soudan)

Témoin et acteur, **Bernard Dumont** raconte ce qu'il a vu au Mali de 1956 à 1961. Quatre idées s'en dégagent.

Tout d'abord le caractère progressif de l'indépendance. Depuis 1945 dans l'Union Française, les anciennes colonies étaient appelées « Territoires d'Outre-mer ». Ils étaient dotés d'un gouverneur français et regroupés au sein de Fédérations (AOF et AEF – Afrique équatoriale française). Deux députés par Territoire siégeaient au Parlement français. Ils pouvaient devenir ministres, tel Houphouët-Boigny, qui a fait abolir le travail forcé.

L'étape suivante, en juin 1956, est la loi-cadre de Gaston Defferre, qui prévoit dans chaque Territoire un conseil de gouvernement de douze membres, élus par le conseil territorial, lui-même élu au suffrage universel. Le 27 mai, ces conseillers prennent le titre de ministres et le premier d'entre eux est vice-président à côté du gouverneur.



Bernard Dumont © CADE

Autre étape. En septembre 1957, le RDA (Rassemblement démocratique africain) réunit son premier Congrès à Bamako, avec des représentants de tous les Territoires de l'AOF et de l'AEF. La question du regroupement de ces territoires en conservant le lien fédéral, est posée. Houphouët-Boigny, président du RDA, s'y oppose. Il en ressortira seulement une pseudo Fédération de quatre Territoires (Dahomey, Haute-Volta, Sénégal, Soudan).

Troisième étape avec De Gaulle qui lance le référendum constitutionnel du 30 Septembre 1958 pour la constitution de la Communauté franco-africaine. La Guinée refuse, le gouvernement nigérien voulait aussi refuser, mais finalement le OUI l'a emporté. Devenus des Etats, les Territoires ont la possibilité d'accéder à l'indépendance.

La Haute-Volta (Burkina Faso actuel) et le Dahomey (Bénin actuel) s'étant retirés, la Fédération ne compte plus que le Sénégal et le Soudan (Mali actuel). En avril 1960, la Fédération est indépendante. Elle signe en juin les accords de coopération avec la France.

Mais le 19 Août, elle éclate. La république du Sénégal est immédiatement proclamée et la république du Soudan le sera le 22 septembre. Le film « Demain à Nanguila » de Joris Ivens décrit l'ambiance et les festivités qui ont entouré cette proclamation. Les dirigeants choisissent l'option socialiste, d'où parti unique, plan quinquennal, sociétés d'Etat, centres de développement rural pour une agriculture moderne, regroupement de la jeunesse...

Dernière idée, qui était la grande idée de l'époque. « Compter d'abord sur ses propres forces », car les responsables étaient conscients des difficultés à venir et des risques et limites de l'aide étrangère. Il fallait constituer tout le corps de fonctionnaires, dans tous les domaines. Ils ont mis en place une Ecole nationale d'administration. Ils ont organisé cinq stages de formation pour les activités de jeunesse. Ils ont créé un service civique pour inculquer un sentiment de fierté nationale aux jeunes. Des terres ont été attribuées aux chômeurs. Enfin « l'investissement humain », enrôlait les volontaires des villages les plus proches comme main-

d'œuvre sur les chantiers de construction et d'entretien nécessaires au développement du pays. ■

## Chaque société construit sa modernité

**Anne-Cécile Robert** trouve passionnantes les interventions d'O. Blondin Diop et de B. Dumont. En effet, alors que depuis quelques années on est dans une présentation binaire et schématique de la période coloniale entre les bons et les méchants et que cela ne sert ni la mémoire ni l'histoire, avec ces intervenants, on est dans l'interaction humaine et politique et cela nous rapproche plus de la vérité que les grands anathèmes moraux.

**Philippe Hugon** rappelle que la situation varie d'un Etat à l'autre. En 1960, le Cameroun n'était pas une colonie, mais un protectorat des Nations Unies. Il fut le lieu de grandes violences : émeutes conduites par l'UPC, mouvement indépendantiste d'inspiration marxiste, considéré comme proche de l'Union soviétique, répression meurtrière par l'armée française, notamment chez les Bamiléké. L'indépendance n'était pas inscrite à l'avance. La présence de la France était très forte. La « Communauté franco-africaine » n'a disparu officiellement qu'en 1995. Ce qui explique la poursuite par la France de fonctions régaliennes : accords de coopération militaire, zone franc nécessaire au maintien de l'unité monétaire des deux ex-Fédérations.

L'expression Françafrique ne couvre pas toutes les relations entre la France et l'Afrique. Il y a sans doute encore des réseaux, mais la réalité c'est qu'en 1960, 40 % du commerce extérieur français se faisait avec le « pré carré » et moins de 2 % aujourd'hui. Les grandes entreprises françaises n'y sont plus, sauf quelques-unes pour le pétrole, les travaux publics ou les services. Les intérêts économiques sont hors de la zone Franc, en Afrique du Sud, au Nigeria, en Angola.

La chute du mur de Berlin a provoqué une rupture radicale dans la position de la France vis-à-vis de l'Afrique. Il n'y a plus de surenchère géopolitique. L'avenir de la zone Franc est en question. D'un côté, il y a l'euro, de l'autre des Banques centrales africaines. On

parle de monnaies nationales ou régionales comme l'Union économique et monétaire Ouest-africaine (UEMOA). Il y a encore 10.000 militaires français, soit 4 fois moins et ils ne sont pas tous dans la zone Franc. Il n'y a plus que deux bases. Cette présence est largement européanisée pour la formation des armées nationales. Les interventions ont lieu dans un cadre multilatéral. On s'interroge actuellement sur ce qu'il convient de faire, compte tenu de la présence américaine et de celle, plus discrète, de la Chine.

Il y a une spécificité des relations entre la France et l'Afrique mais les enjeux ne sont plus les mêmes : diversification des partenaires africains, multiplication des acteurs extérieurs au continent avec les Etats-Unis, la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Union européenne. Des relations de type colonial subsistent, complexes et complexées, taxées d'indifférence ou d'ingérence. Il y a un retrait relatif, mais le cordon ombilical n'a pas été rompu, comme entre la Grande-Bretagne et ses anciennes colonies.

En quoi est-ce que la crise a influencé la situation ? Yaoundé n'est plus reconnaissable, c'était un village, aujourd'hui c'est une ville, avec des buildings, plusieurs universités. On communique par internet. La croissance de l'ensemble du continent a été recalculée. C'est une exception au niveau international. L'Afrique a perdu des parts de marchés. Mais une enquête sur les ménages a été faite en se basant sur les biens durables dont ils disposent, sur leur niveau d'éducation, de santé, sur les indicateurs sociaux. Le PIB n'est pas stagnant. Il y a des zones de drames, de conflits, mais ils sont nettement moins importants qu'au moment des indépendances, il n'y a pas de grandes guerres, il y a des risques de conflits localisés. On trouve un niveau de revenu ne correspondant pas aux données macro-économiques. Mais c'est parce que 90 % de l'activité n'est pas enregistrée, car elle passe par l'activité urbaine informelle, par la contrebande et par des voies mal connues.

Par rapport à la compétition internationale, il y a une exception africaine. Mais si l'on regarde l'évolution de l'espérance de vie, du niveau de scola-

risation, de la santé, il n'y a pas stagnation. L'Afrique évolue, elle est entrée dans l'Histoire. Il reste bien sûr des problèmes permanents : le religieux et le politique. En politique, il y a un double registre : à l'extérieur un souci de légitimation ; à l'intérieur les rapports avec les chefferies traditionnelles. On était en présence de religions rurales basées sur l'oralité, c'était l'animisme, le polythéisme. Aujourd'hui dominent

les religions monothéistes, religions du Livre, avec l'Islam, les églises évangélistes, en ville comme à la campagne. A ces fondamentaux s'ajoute la pression démographique.

Il faut, conclut P. Hugon, éviter les oppositions binaires entre tradition et modernité. Chaque société construit sa propre modernité. Il n'y a pas de modèle. Chacune agit par

métissage, syncrétisme, hybridation, par des entrées multiples. Pour comprendre l'évolution, il faut voir comment des sociétés, différentes géographiquement et culturellement, avancent leur propre modernité. Il n'y a pas permanence de l'Afrique des indépendances, il n'y a pas non plus rupture, c'est une continuité réinterprétée historiquement. ■



Philippe Hugon © CADE

## LE DEBAT

*Les questions et les interventions du public portent sur les domaines suivants :*

Le panafricanisme ; l'histoire dans ses silences et sa réécriture avec des zones d'ombre, très névrotique ; comment la jeunesse peut échapper au manichéisme ; lors de la formation des coopérants, on a dit, pendant 50 ans, que la coopération française était ambiguë, complexe, contradictoire et aléatoire ; quand la France arrêtera-t-elle de donner avec les indépendances et de reprendre avec la coopération ; l'UPC (Union des Populations camerounaises) manifestait la volonté d'émancipation des populations, elle n'était pas liée à l'URSS, elle a été taxée de marxisme léninisme par les colons ; la présence des castes dans l'évolution sénégalaise ; l'idée de l'indépendance est née au Togo en 1958 ; les dérives démocratiques remontent à Foccart, un homme

d'affaires ; le pouvoir d'achat au Togo a été divisé par 3,5 ; l'intégration africaine ; les organisations paysannes.

*Les réponses des intervenants ont été regroupées ici sous leur nom :*

A propos de l'histoire, Ousmane Blondin Diop rappelle que celle de l'Afrique a été menée sous l'égide de l'UNESCO. Pour l'histoire contemporaine certaines archives ne sont pas accessibles. Il faudrait l'écrire ensemble, colons et colonisés, les esprits étant maintenant moins passionnés. L'élite est multiple, elle est née de la période coloniale. Elle s'est reproduite dans un système économique, dans une hiérarchie. Les élites ce sont aujourd'hui des cadres administratifs, des chefs religieux, des universitaires. Quant à l'ambiguïté des rapports France Afrique, il faut se souvenir que dès 1965 la coopération a changé : les coopérants ont diminué en nombre, l'administration s'est sénégalisée. Les rapports économiques se sont modifiés. Aujourd'hui la France est d'abord européenne, avant d'être africaine. Une normalisation de ces relations pourrait venir de la globalisation, en jouant avec les nouveaux acteurs : Etats-Unis, Chine, Inde.

Elle ne se fera pas dans un tête-à-tête. Les castes existent dans la vie sociale, mais elles ne sont pas discriminantes. Elles s'estompent d'ailleurs à cause de l'enrichissement et de la montée des classes moyennes et parce que les mentalités évoluent avec le monde moderne. Lorsque l'UNESCO a fait des statistiques sur l'éducation, elle s'est aperçue que les ménages consacraient souvent 30 % de leur budget à l'éducation des enfants. C'est une contribution qui ne peut être comptabilisée.

Philippe Hugon redit que d'après les travaux d'Um Niobe, son leader, l'idéologie de l'UPC, mouvement de lutte pour l'indépendance, était plutôt d'inspiration marxiste. Il y a eu aussi le rôle des grandes puissances dans le processus d'indépendance. Les comptes nationaux sont de très mauvaise qualité, car les indicateurs de base ne sont pas fiables. Une étude récente et sérieuse, basée sur des enquêtes « ménages », augmente le taux de croissance de 2 à 3 points. De toutes manières, le PIB national n'est pas celui des habitants. Lorsque le pays est en guerre ou s'il y a du pétrole, les résultats diffèrent nécessairement. A propos de l'Histoire, il rappelle qu'a été lancé au Mali un tra-

vail franco-malien, à l'image de ce qui a été fait entre la France et l'Allemagne. Les écrivains étrangers sont aussi une source distanciée et souvent remarquable.

Bernard Dumont fait observer que la population a doublé voire triplé et que le ravitaillement a suivi, sauf dans les zones de guerre. Il a constaté que pour tous les responsables africains le panafricanisme est essentiel dans l'esprit, mais pour sa mise en pratique, c'est plus difficile. ■

**Robert Ginésy**



L'Histoire n° 350, 2/2010 © L'Histoire

Bulletin de l'Association de Géographes Français 1960-2010 : 50 ans d'indépendances africaines

## Compte-rendu des tables rondes du 13 avril 2010

### Regards croisés sur 50 ans d'indépendance africaine (suite)

**A**nne-Cécile Robert rouvre la séance en indiquant que les questions sur l'histoire et la modernité - soulevées lors de la session précédente - ont retenu toute son attention. Il s'agit de comprendre comment se construit l'histoire et de rejeter les visions caricaturales qui se développent un peu partout, en particulier à propos de la colonisation.

#### L'accès à la souveraineté

**Franck O. Igué**, chercheur en sciences sociales, propose le cadre d'analyse suivant : d'où est partie l'Afrique, comment ses pays se projettent-ils dans le monde et à quels défis internes doivent-ils répondre ? Les sociétés africaines ont dû faire face à plusieurs ruptures en même temps : l'accès à la souveraineté, l'explosion démographique et la croissance urbaine, etc... Obligées de répondre à ces défis, ces sociétés l'ont fait avec brio, mais au prix d'une certaine fragmentation dans la société et

dans les institutions. Les Etats n'ont pas toujours suivi, parce qu'ils n'en avaient pas les moyens et n'étaient certainement pas préparés à ça. N'ayant pas eu à batailler pour exister, le processus des indépendances a consisté en une délégation de pouvoirs à des Etats mal outillés pour répondre aux nombreux défis qui se posaient à eux à leur naissance.

Un autre point, essentiel, est de comprendre comment s'organisent les solidarités et comment se construit l'intégration, avec la question du panafricanisme. Cette intégration ne pose guère de problèmes à la société, mais ils se posent au niveau des Etats et des élites.

Ensuite, quelle serait une modernité africaine, puisque c'est l'Occident qui jusqu'à présent a monopolisé la vision de la modernité ? Pourtant, les choses bougent et l'Afrique conduit elle-même sa modernité, dans une interaction originale entre l'urbain et le rural, et sous la pression des jeunes générations, particulièrement créatives dans le domaine artistique, comme dans les nouvelles technologies.

Le cloisonnement, notamment linguistique, n'a pas favorisé la construction des bases communes sur lesquelles pourrait se construire la solidarité. F.



Franck O. Igué © CADE

O. Igué cite le rôle joué par l'Université de Dakar dans la formation des élites ouest-africaines. Cette remarque permet d'ouvrir une fenêtre

sur l'éducation - secteur gros consommateur de moyens - dont la prise en charge a été un échec, avec le démantèlement des structures communes.

Reste à réfléchir au regard qu'on porte sur cette période, sur la façon dont ces Etats sont venus au monde et comment ils se sont insérés dans le monde. Ceci pose la question de la place de l'Afrique dans le monde ou, inversement, de celle du monde en Afrique. A vrai dire, cette place reste problématique, quand la voix de l'Afrique compte si peu sur le plan politique, et qu'elle demeure économiquement marginale. F. O. Igué pense qu'il faut y voir, paradoxalement, une chance pour l'Afrique d'apporter des réponses originales sur sa place dans le monde, parce que ce vaste continent peut se replier sur sa base intérieure. La difficulté est que l'Afrique entretient une relation qu'on peut qualifier d'« intermédiée » avec le reste du monde : sa voix a du mal à porter et a besoin d'être amplifiée dans les cercles internationaux.

Un dernier point, qui n'a été qu'effleuré tout à heure, concerne les réponses des sociétés africaines au défi du développement, celui qui se pose à toute société et particulièrement en Afrique.

A.-C. Robert demande à F. O. Igué d'expliquer comment la marginalité de l'Afrique, souvent vécue comme un problème, pourrait se retourner comme une chance, et s'il observe des changements dans la manière dont les jeunes générations perçoivent la mondialisation, leur histoire et leurs élites, alors que le poids des conservatismes demeure trop fort. F. O. Igué pense qu'il faut rattacher cette question à la question identitaire, qui est du reste assez complexe. Agé lui-même d'un peu moins de quarante ans aujourd'hui, il précise qu'il a passé les deux tiers de sa vie à l'étranger, notamment en Occident, et un peu moins d'un premier tiers en Afrique. Dans ces conditions, on vit la marginalité de l'Afrique de façon quotidienne, on se laisse enfermer dans l'imaginaire de l'autre, qui nous renvoie à ses clichés, à des images figées dans lesquels on voudrait nous fixer. La réponse est dans ce que les Africains peuvent proposer au monde, en assumant totalement leur identité, selon la belle formule d'Aimé

Césaire, qui dit que « *Le plus important n'est pas ce qu'on a fait de nous, c'est ce que nous avons fait de ce qu'on a voulu faire de nous* ». Ce qui est en jeu, c'est ce que l'Afrique peut apporter au monde au delà de sa marginalité, quelle autre façon d'être, sinon quel modèle, elle propose au reste du monde, notamment à l'Occident, avec lequel nous avons vécu la plus longue histoire commune. ■

### Proposer sa propre image du monde ?



Patrice Yengo © CADE

A.-C. Robert demande ensuite à **Patrice Yengo**, anthropologue, s'il partage l'idée que l'une des solutions pour l'Afrique consisterait à proposer sa propre image du monde, plutôt que d'essayer d'intégrer celles de l'extérieur. Selon P. Yengo, la réponse est de savoir ce qui était attendu des Etats à leur naissance.

Certains, comme le président gabonais Léon Mba, ne voulaient même pas de cette indépendance. On répond généralement que ce qui était attendu de ces Etats, c'était le développement, qu'il existait un modèle et que la première tâche consistait en la création d'une nation, dans un territoire que leurs dirigeants n'avaient d'ailleurs pas choisi. L'Etat-nation offrait le cadre privilégié dans lequel les Etats devaient se développer, avec un marché intérieur unifié, une langue officielle, etc. Pour y parvenir, il fallait qu'ils éliminent beaucoup de choses d'eux-mêmes, comme les particularismes régionaux ou les ethnies. Le problème de ces Etats, c'était l'invention de leur unité à l'intérieur d'un cadre qui n'était pas défini.

Un fait sur lequel on n'a pas assez insisté est que les indépendances sont le fruit de la guerre froide et que c'est dans ce contexte que les nouveaux Etats auront à choisir entre deux méthodes : ou bien l'entrée dans une économie mondiale autour du Franc français, ou bien le parti unique des pays de l'Est. L'Etat postcolonial - ou néocolonial - est en réalité un Etat d'exception, où le porteur de souveraineté n'est pas le peuple ; c'est le transfert à une élite qui vise à obtenir une certaine souveraineté et qui a bien du mal à

organiser des élections. Cette Afrique est-elle capable de montrer l'exemple ?

La première préoccupation de nos dirigeants a été de se projeter vers la dimension panafricaine, pour ne pas être réduit à ces Etats morcelés, pour concevoir un projet global qui prenne en compte la question du continent, mais aussi celle de la race. Le thème de la Négritude n'est pas venu par hasard. Dans les situations d'exception que représentent ces Etats, il y a toutefois des choses très positives, en particulier la création de communautés d'intérêts, porteuses de changement. Les premiers leaders étaient des syndicalistes qui, partis des revendications sociales, sont devenus porteurs de revendications d'intérêt plus général. Il y a l'invention des communautés paysannes, des associations de quartier, c'est-à-dire une « revisitation » de la citoyenneté. L'élément fondamental des dynamiques africaines, c'est la naissance d'une nouvelle citoyenneté.

C'est à la fin de la guerre froide que vont resurgir des choses enfouies. Si vous étiez opposés au gouvernement, vous étiez taxés de quelque chose. Par exemple, Lumumba se bat en disant qu'il n'est pas communiste, mais on veut qu'il le soit et il est condamné à ça et au bout d'un certain temps, il est obligé d'assumer. Après la guerre froide, des conflits vont certes resurgir, mais il y a aussi un passage du parti unique à la pensée unique, comme s'il n'était plus possible de s'inventer un autre modèle. Le passage à l'unique que l'on peut nommer « l'unique économique » pose la question de savoir si ces Etats sont menacés par l'interdépendance. La mondialisation se pose de la même façon en Afrique qu'en France et le moment est venu de conjuguer toutes les énergies, pour créer un espace mondial de solidarité, indépendant des Etats et des intérêts de groupes particuliers. Prenons l'exemple des pêcheurs bretons venus instruire des pêcheurs sénégalais, qui leur expliquèrent qu'ils ne voulaient pas apprendre à pêcher, mais créer un syndicat de la pêche artisanale pour défendre leurs droits dans les instances internationales. On a quitté le domaine de cette coopération unilatérale qui porte la marque judéo-chrétienne de la charité, pour construire une vraie solidarité : « *on fait les choses ensemble pour que ça change chez nous, parce que, quand les choses changent chez nous, elles*

*changent forcément chez vous et vice versa* ». C'est le renouvellement d'une tradition de solidarité dont la France avait été porteuse et qui a notamment permis l'abolition de l'esclavage. Les aspirations démocratiques des peuples africains doivent enfin être prises en compte, car ils sont las de se faire toujours spolier de leurs espoirs et de leurs engagements. Il faut lutter ensemble contre les dérives de la globalisation, puisqu'on se rend bien compte que si, par exemple, on détruit la forêt tropicale, on sera aussi en manque ailleurs. Il faut refonder le cadre d'un développement qui ne soit plus unilatéral ou techniciste, mais qui permette de repenser « l'être-monde » que nous sommes tous et qu'il n'y ait plus une relation d'Occident vers l'Afrique mais une relation équilibrée qui permette de réécrire - ou plutôt d'écrire - une histoire commune. ■

### Quelques réflexions sur le devenir des pays africains en matière de culture et de formation

**Bernard Dumont**, expert auprès d'associations dans le domaine social et éducatif rappelle l'excellence des Africains dans les arts plastiques, la peinture, la sculpture, qui ont atteint une notoriété mondiale. Il en va de même pour la mode, la littérature ou le cinéma. Quant à la musique, elle jouit d'une aura indiscutable dans le monde entier. La culture africaine a cependant été marginalisée par les mentalités coloniales, avant que la guerre froide et la mondialisation n'imposent des modèles importés, impropres à servir à un véritable développement. Que l'on songe à ce qu'il est advenu des politiques fondées sur les valeurs africaines qu'ont cherché à promouvoir Mamadou Dia au Sénégal et Julius Nyerere en Tanzanie !

Malgré les efforts consentis en sa faveur, l'éducation souffre aujourd'hui d'une insuffisance de financement, et donc d'écoles, de matériel scolaire et de maîtres bien formés. Il faut aussi déplorer la mise à l'écart des traditions éducatives africaines et l'inadaptation du type d'école importée aux besoins des pays : langues d'enseignement, calendriers et horaires, méthodes et contenus, largement étrangers aux préoccupations des familles. Cette situation conduit au cycle contraignant : « modèle éducatif économiquement

inaccessible → recours accru à l'aide étrangère → renforcement du modèle importé et inadapté ».

De grandes voix africaines n'ont cessé de dénoncer cette aberration, comme Joseph Ki-Zerbo, qui avertissait, dès 1963, que « *Beaucoup plus que la course contre la montre pour les effectifs, le problème prioritaire est celui de l'orientation, du contenu des programmes, ainsi que celui des méthodes et des stratégies* ».

Plus tard, en 1987, il portait le diagnostic suivant :

- « *Le vivre et le survivre sont de moins en moins assurés en Afrique, non seulement à cause de la sécheresse, des cours mondiaux des matières premières, etc... mais aussi en raison de la non-pertinence de l'école ... L'école ne produit pas, n'apprend pas à produire. C'est pour cela qu'elle joue un rôle important dans l'exode rural* »
  - « *L'école apprend trop à consommer, et à consommer d'une façon aberrante. L'école africaine est surtout une grande rampe de lancement vers l'univers de la consommation « moderne » des produits du Nord. Le Nord est équipé aujourd'hui pour satisfaire cette demande suscitée par l'extension de son modèle vers les pays du Sud* »
  - « *La société africaine est fortement imprégnée de la propension à l'associationnisme, au solidarisme, à la maintenance et à l'accumulation sociales. Or l'école est en porte-à-faux par rapport à une telle société. Elle démantèle et déchire ce tissu social... Par l'individualisme délétère qui s'instaure dès le premier jour d'entrée à l'école...* »
  - « *Dans nos budgets squelettiques, 25-30 % pour une école qui est une usine à chômeurs, c'est trop, en termes absolus comme en termes relatifs.* »
  - « *Je prends un autre cas, ... le développement d'une situation non démocratique ; ce processus aboutit à une fausse méritocratie, parce que la base est trop étroite. Si on bâtissait sur une alphabétisation ou une scolarisation totale, ... on pourrait dire que ceux qui arrivent au sommet y arrivent démocratiquement ...* »
- Certes, l'école n'est pas toute l'éducation, mais, telle qu'elle est pratiquée en Afrique, elle dévalorise les autres com-

posantes - familiales, sociales - de l'éducation. Ce tableau paraîtra excessif, si l'on considère les réussites d'Africains produits par cette école et qui ont accédé à de hautes responsabilités, mais ces réussites s'épanouissent hors de leur terre d'origine.

Citons aussi Léopold Sédar Senghor (« *Paroles* », 1975) qui dénonce « *l'impérialisme, forme la plus dangereuse du colonialisme : il obscurcit la conscience* ».

Ces constats ne font pas l'apologie de tout dans les traditions, ni ne veulent condamner une scolarisation à laquelle tous sont attachés, mais l'amélioration de l'école en Afrique passe d'abord par le respect des cultures. Il n'y a pas lieu de désespérer de l'avenir et B. Dumont mentionne, pour terminer, quelques faits d'importance diverse, et pour commencer, en matière d'éducation :

- Dans plusieurs pays, des collectivités « de base », conscientes de leurs besoins de formation, ont inventé des formules originales d'éducation adaptées pour leurs jeunes.
- La prise en considération, encore timide, des jeunes non ou mal scolarisés et des adultes à alphabétiser dans certains « Programmes d'Investissements Sectoriels dans l'Éducation ».

En dehors des problématiques éducatives, songeons à :

- La contribution des diasporas africaines au développement de leurs communautés d'origine. On connaît l'importance des transferts financiers, mais songe-t-on à ce que cela représente comme attachement au lien familial et villageois et comme contribution à l'évolution culturelle ?
- L'influence des organisations paysannes sur les gouvernements et même dans les négociations internationales.
- La création d'une « Académie africaine des langues », susceptible d'aider à promouvoir des politiques réalistes de plurilinguisme.
- La lucidité des auteurs de l'ouvrage collectif d'Adame Ba Konaré : « *Petit précis de remise à niveau sur l'histoire africaine à l'usage du président Sarkozy* », pour démolir des préjugés tenaces, sans faire de concessions aux dérives culturelles en Afrique même.
- L'engouement qu'ont suscité les Chartes médiévales, celle de la Confrérie des chasseurs et celle « *Kurukan Fuga* » des premiers temps de l'empire de Soundiata Keïta qui apparaissent

comme les plus anciennes formulations d'une « Déclaration des Droits de l'Homme ».

Tous ces signaux, pour importants qu'ils soient, ne sont pas encore la promesse d'un prochain « décollage » de l'Afrique, mais les handicaps, surtout culturels, dont elle a souffert ne peuvent pas être surmontés en un jour. Qu'on se souvienne des États d'Amérique latine, longtemps dominés par des juntes militaires ou des mafias, qui font preuve aujourd'hui d'une étonnante capacité de progrès et de démocratie. ■

## LE DEBAT

### Marginalité de l'Afrique, rôle de l'histoire

*Franck O. Igué parle de marginalité de l'Afrique, mais marginalité par rapport à quel modèle, marginalité depuis quand et dans quel domaine ? C'est ce qui a justifié la colonisation de l'Afrique, car ceux qui l'ont colonisée ont estimé qu'il n'y avait rien et qu'il fallait l'amener aux Lumières.*

**F. O. Igué :** En parlant de marginalité, j'ai voulu dire que l'Afrique a contribué à la prospérité des autres régions du monde et souvent à son détriment. Le concept de marginalité n'est peut-être pas le meilleur concept, mais on n'a pas encore élaboré des concepts de remplacement. La question est de faire de cette marginalité une force pour l'avenir, sur toutes les questions que vous avez évoquées, qu'il s'agisse de culture, de création, de gouvernance ou de la conduite des affaires économiques. La réalité est là, qu'on ne peut pas nier, quel que soit le nom qu'on lui donne.

*Vous nous donnez la vision d'une Afrique inerte, d'un continent noir comme un trou noir. Vous dites aussi que les indépendances sont le produit de la guerre froide, ce qui est une façon d'évacuer les luttes de ceux qui se sont battus depuis toujours pour conquérir leur liberté.*

**P. Yengo :** Je ne veux pas polémiquer sur le rôle de la guerre froide au moment des indépendances africaines. J'observe simplement que, dans une analyse, il faut prendre en compte la temporalité, remarquer à quel moment

les choses se produisent et quelles forces se mettent en jeu.

*Enfin : L'Afrique reste très extravertie et ceci à deux niveaux : ses ressources continuent à être pillées par les pays développés et il existe une autre forme d'extraversion qui va de la campagne à la ville, pour nourrir la ville. Les discours sur l'autosuffisance alimentaire abondent, mais la réalité des budgets les contredit sèchement. Alors que tous les pays du monde, surtout les plus riches, subventionnent leurs producteurs, il est demandé, au nom d'une ouverture libérale dévastatrice, que les paysans africains se soumettent aux soi-disant « forces du marché » et se débrouillent seuls. Ils ont pourtant largement fait la preuve de leur compétence, mais restent délaissés.*

### Balkanisation / intégration africaine

*Quelle est la logique du découpage qui a été réalisé, au mépris des réalités ethniques de l'Afrique ?*

**Christian Valantin,** ancien responsable politique sénégalais : Le découpage a été entériné au congrès de Berlin, en 1885. Senghor avait interpellé en son temps le ministre de la France d'Outre-mer sur la balkanisation de l'Afrique, dont on se ressent jusqu'à présent. Rappelons les dommages causés par la rupture entre Senghor et Mamadou Dia. Il faut des utopies comme le panafricanisme, mais on doit commencer par les unions régionales, comme « L'Union Monétaire Ouest Africaine » (UMO) ou la « Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale » (CEMAC), dont l'objet est de réaliser l'intégration. Sur l'histoire de cette période, il faut lire les livres de Roland Colin sur le Mali et le Sénégal (Notre pirogue).

*Je suis Camerounais et j'ai travaillé sur les Pygmées dans plusieurs pays d'Afrique centrale. J'ai le regret de dire à monsieur Valantin qu'une organisation comme la CEMAC fonctionne très mal. On me demandait toujours un visa dans chacun des pays. La balkanisation de l'Afrique s'est aggravée, car les petits chefs d'Etat veulent garder leurs petits pouvoirs dans leurs petits territoires ! La vision optimiste des institutions, il faudrait hélas la relativiser.*

**F. O. Igué :** Je répondrai sur la façon dont l'Afrique pourrait se révéler au monde et faire son unité. Elle a subi l'esclavage et la colonisation, puis les partages d'influence l'ont laissé dans un statut néocolonial. Je pense que la mondialisation ne changera guère les données et que l'Afrique restera pendant des années encore dans un statut de dépendance relative, ce qui n'empêchera pas certains pays de progresser plus rapidement que d'autres.

Il y a cependant trois éléments qui jouent en faveur de l'Afrique : son immense territoire, sa population qui atteindra deux milliards d'habitants en 2050 et ses immenses ressources naturelles, qui focalisent l'attention de toutes les puissances. Un autre élément joue en faveur de l'Afrique, comme le président Wade vient de le souligner en inaugurant son fameux monument : c'est le rôle éminent que peut tenir la diaspora, dans laquelle il citait évidemment Barack Obama. La mondialisation, c'est ça ! Je suis moins enclin à penser que l'Afrique évoluera comme l'Amérique latine, qui n'est pas sortie de ses problèmes et où les mafias pourraient remplacer les coups d'Etat. En Afrique, ce sont les syndicats qui ont fait les indépendances, mais les seules forces organisées actuellement, ce sont les militaires. Zinsou conseillait dans un discours récent de ne pas reproduire la situation de l'Amérique latine, fut-ce en constituant des forces armées régionales. Il y a des leçons à tirer de l'Amérique latine, des contacts à nouer et des racines à retrouver, mais un modèle différent à construire, notamment dans l'éducation. Abdou Diouf demande que les jeunes Africains sachent parler leur langue maternelle, mais ils devront aussi maîtriser une langue de business, dont je pense qu'elle sera l'anglais.

### Acteurs et conditions du développement

Quelques commentaires font suite à ces interventions.

*Un intervenant souhaite dire un mot sur les élites africaines, dont on a peu parlé. Dans les années soixante, personne ne parlait des élites africaines, on parlait des évolués, ce qui n'avait d'ailleurs rien de péjoratif. Il a présenté, ici même, un mémoire corrigé par Senghor sur « le rôle des évolués africains dans l'évolution du Sénégal ».*

**Doudou Diene** : on voit bien que le modèle de développement occidental ne fonctionne plus, qu'il est en panne de démocratie. La capacité de l'Afrique est de donner d'autres choses et non de reproduire un modèle déliquescents. Ce qui m'intéresse ce n'est pas de mettre un bulletin dans une urne.

**Samba Sylla** : Je veux rendre compte de mon expérience d'immigré d'origine malienne et j'aurais souhaité que les acteurs et actrices du développement, issus de la diaspora, apportent des éclaircissements sur les questions dont nous parlons. C'est grâce à ces acteurs, par exemple, que le marché de Kayes – la ville malienne dont je suis originaire – est approvisionné en denrées locales de première nécessité et que des milliers d'écoles fonctionnent. Il serait bon que nos dirigeants aient cette capacité de rassembler tous ces acteurs du développement, grâce auxquels l'Afrique a pu subsister jusqu'à nos jours.

**Le vice président du FORIM** (Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations) : on nous dit que l'Afrique compte le plus fort taux de mortalité infantile, que le sida va décimer dans 20 ans plus de la moitié de la population et qu'il y a de nombreuses maladies. On nous dit par ailleurs que la population africaine dépassera prochainement un milliard d'habitants. Il y aurait, dit-on, de grands espaces qui devraient permettre de cultiver suffisamment pour nourrir la population. On nous dit, et je le crois, que la première génération de dirigeants, c'était des évolués et aujourd'hui on nous parle des élites, mais la question est de savoir s'ils travaillent pour servir ou pour se servir, voilà les questions qu'on doit poser.

On découvre aussi les vertus de la diaspora et que les migrants envoient de l'argent, comme je le fais moi-même depuis plus de 20 ans, ce qui est une obligation familiale et morale. C'est grâce à ce soutien qu'on a pu stabiliser certaines sociétés en Afrique, mais quand le crédit diminue, on voudrait organiser les migrants et orienter leur argent vers les secteurs productifs. Mais, ma petite famille est pénalisée par les élites, qui découragent les cultures locales au profit de l'importation, parce qu'il y a des commissions là-dessous. Il faut d'abord que les gens mangent et qu'ensuite ils investissent

dans la formation. On a découragé tous les secteurs, ce qui justifie une interpellation à nos dirigeants pour que les choses changent.

**P. Hugon** : Lévi Strauss disait dans « Race et histoire », qu'il est difficile de comparer des indicateurs dans des sociétés différentes, sauf en démographie. Selon les enquêtes de santé réalisées dans presque tous les pays africains depuis l'indépendance, il apparaît que l'espérance de vie a augmenté de 11 ans en moyenne entre 1960 et aujourd'hui et que le taux de mortalité infantile a baissé de moitié. Ceci étant, l'Afrique représente la moitié des taux de mortalité infantile élevés du monde, alors qu'elle ne représente que 12 % de la population mondiale. On meurt plus aujourd'hui du paludisme ou des maladies liées à l'eau que du SIDA, qui touche surtout l'Afrique australe. Son effet est atroce sur le vécu, sur le social, c'est évident, mais ce n'est pas le problème de mortalité majeur en Afrique.

### Education et culture en Afrique

*Vous avez dressé un tableau sombre, mais assez juste, du modèle « régulateur » importé en Afrique dans le domaine de l'éducation, mais que faut-il faire maintenant ?*

*Vous avez une vision africano-centrée de l'éducation en Afrique, mais le problème d'un ministre de l'éducation d'un pays africain sera de former des enfants pour qu'ils deviennent, par exemple, des ingénieurs capables de fabriquer des produits exportables et pas seulement vendus sur le marché local. Dans ces conditions, que faut-il retenir de vos propositions ? Quant aux langues africaines à promouvoir, j'observerai que même monsieur Ki-Zerbo devait s'exprimer en français ou en anglais dans les conférences internationales pour se faire comprendre, et non en sonraï ou en haoussa.*

**B. Dumont** : Je n'ai jamais dit que l'apprentissage de la langue maternelle, qui donne les premiers éléments de la communication, devait rester la seule et unique langue des Africains pour toute leur vie. Cet enseignement n'exclue

aucunement l'apprentissage des autres langues et je vous informe que tous les Etats africains sont favorables au plurilinguisme.

*L'éducation ne fait pas assez référence aux cultures locales : on ne grandit pas avec nos racines, on les ignore totalement. Je suis pourtant optimiste, car les pressions pour accéder à une gouvernance correcte se font de plus en plus fortes. L'atout principal de l'Afrique est dans sa jeunesse, son énergie, sa capacité d'adaptation. L'esprit de l'Afrique est prêt à entrer dans la modernité.*



Allégorie de l'indépendance  
(source : le grandsoir.info )  
<http://newssofafrica.wordpress.com>

*Vous avez traité de la culture en la limitant à l'esthétique, au marché de l'art, mais il y a aussi l'éthique et les valeurs que porte l'Afrique, sa capacité à résister à la déshumanisation de la mondialisation. Ecoutez les artistes et regardez cette jeunesse qui a investi le monde de l'informatique avec une créativité extraordinaire, jusque dans les plus petits villages.*

**B. Dumont** : Je crains de m'être mal fait comprendre, monsieur Diene, car j'approuve tout ce que vous dites. La créativité africaine, je l'observe tous les jours et je souscris à vos remarques sur la culture, qui comprend en effet l'éthique tout autant que les productions artistiques.

### Conclusion

A.-C. Robert propose aux intervenants de conclure brièvement.




**F. O. Igué** : ce que je retiens comme étant le développement c'est de le faire soi-même, d'agir par soi-même. C'est tout le sens que je donne au développement.

**P. Yengo** : la vraie question qui se pose, c'est de se demander comment les Africains font pour vivre. Comment, par exemple, les Congolais ont-ils pu subsister sans percevoir aucun salaire durant six mois ? Comment est-ce possible ? C'est la capacité de l'Afrique à tout faire mentir, les chiffres comme les prévisions. Il existe une autre Afrique qui vit au-delà de l'Etat, cette Afrique qui nous dépasse quotidiennement, qui nous émeut, ces femmes qui ne figurent dans aucune statistique et qui font vivre des milliers de gens. ■






Jean Roch


# Agenda politique abrégé des pays africains devenus indépendants en 1960

par Dany Toulouse

<b>BENIN</b>	<b>01/08/1960</b> <b>Hubert MAGA</b>	<b>Superficie : 112 620 km<sup>2</sup></b> <b>Population : 9M.</b>	<b>Alphabétisation : 39,7 %</b> <b>PIB/habitant: 570 \$</b>	
1960 -1963	Hubert MAGA est président, il devra démissionner fin 1963			
1963 -1970	4 coups d'Etat et régimes militaires.			
1970 -1972	Un conseil présidentiel de 3 membres prend le pouvoir, ils l'exerceront par rotation.			
1972 -1990	Coup d'état de Mathieu KERÉKOU, le Dahomey devient le Bénin, instauration d'un régime militaire marxiste léniniste.			
1990	<b>Conférence nationale, instauration du multipartisme.</b>			
1991-1996	Election de Nicéphore SOGLO à la présidence de la république.			
1996-2006-2010g	1996 : réélection de Mathieu KERÉKOU dans des conditions douteuses, il sera réélu en 2001. 2006 : Yayi BONI qui prône une « république coopérative et solidaire », ancien président de la BOAD est élu président de la république.			
<b>BURKINA FASO</b>	<b>05/08/1960</b> <b>Maurice YAMEOGO</b>	<b>Superficie : 274 000 km<sup>2</sup></b> <b>Population : 14,8 M.</b>	<b>Alphabétisation : 26 %</b> <b>PIB/Habitant : 430 \$</b>	
1960-1966	Maurice YAMEOGO est président de la Haute Volta (régime à parti unique), à la suite de soulèvements il doit laisser le pouvoir.			
1966-1980	Le colonel LAMIZANA devient chef d'Etat, sera destitué, l'armée prend le pouvoir.			
1980-1982	Election du colonel Saye ZERBO à la présidence, coup d'Etat militaire.			
1982-1983	J.B. OUEDRAOGO est président. Le pays est rebaptisé Burkina Faso.			
1983-1987	Prise du pouvoir par Thomas SANKARA, il sera assassiné en 1987.			
1987-2010	Le capitaine Blaise CAMPAORE prend le pouvoir. <b>1991 : 1<sup>er</sup> plan d'ajustement structurel et nouvelle constitution qui ouvre la voie au multipartisme.</b> Blaise CAMPAORE est élu président de la république en 1998, il fait modifier la constitution pour un mandat présidentiel sans limite.			
<b>CAMEROUN</b>	<b>1/1/1960-1/10/1961</b> <b>Ahmadou AHIDJO</b>	<b>Superficie : 475 440 km<sup>2</sup></b> <b>Population : 18,5 M.</b>	<b>Alphabétisation : 67,9 %</b> <b>PIB/habitant : 1050 \$</b>	
1955-1971	Rébellion de l'Union des Populations du Cameroun pour réclamer l'indépendance avec mort d'Oum Nyobé en 1958 et d'Ernest Ouandié en 1971.			
1961	Réunification des Cameroun français et de la zone sud du Cameroun britannique ; création de deux Etats fédérés dont les capitales sont Buéa et Yaoundé ( Cameroun Occidental et Oriental).			
1972	En mai 1972 fin de l'Etat fédéral. Cette date devient la fête nationale.			
1960-1982	Ahmadou AHIDJO est président, il démissionne en 1982, Paul BIYA lui succède			
1984-1991	Paul BIYA est élu président. La garde présidentielle du Nord se rebelle. Elle est matée. Villes mortes : tout l'ouest du pays est paralysé, manifestations à Douala pour obtenir ce qu'a proposé la conférence nationale souveraine. Refus du régime. P. BIYA bascule dans l'autoritarisme.			
01/03/1992	<b>Premières législatives pluralistes façon.</b> Fraudes massives			
1996	Révision de la constitution : reconnaissance des droits des autochtones.			
11/10/2004	Paul BIYA est réélu président malgré des élections contestées.			
2008	Paul BIYA fait modifier la constitution pour pouvoir se représenter au-delà de deux mandats.			
<b>CENTRAFRIQUE</b>	<b>13/08/1960</b> <b>David DACKO</b>	<b>Superficie : 622 980 km<sup>2</sup></b> <b>Population : 4,3 M.</b>	<b>Alphabétisation : 48,6 %</b> <b>PIB/habitant : 380 \$</b>	
1960-1965	David Dacko est président .			
1966-1979	1966 : coup d'Etat de Jean-Bedel BOKASSA, il se fera nommer empereur à vie en 1977.			
1979-1981	Coup d'Etat, David DACKO reprend le pouvoir.			
1982-1993	André KOLINGBA est chef de l'Etat, établit un régime militaire.			
1993	<b>Suite au courant de démocratisation lancé par le sommet de La Baule - élections multipartites.</b>			
1993-2003	1993 : Ange-Félix PATASSE est élu président, réélu en 1999.			
2003-2010	2003 : Putsch de François BOZIZE avec l'aide des militaires et milices tchadiens, devient chef de l'Etat. Elections présidentielles prévues pour mars 2010 reportées.			

<b>CONGO</b>	<b>15/08/1960</b> <b>Fulbert YOULOU</b>	<b>Superficie : 342 000 km<sup>2</sup></b> <b>Population : 3,8 M.</b>	<b>Alphabétisation : 86 %</b> <b>PIB/Habitant : 1540 \$</b>	
1960	Fulbert YOULOU est président			
1960-1968	Vie politique agitée, nombreuses tentatives de coups d'Etat. De 1963 à 1968, Massemba DEBA est président de la république, démissionne en 1968			
1968-1977	Marien NGOUABI devient l'homme fort du Congo, il est nommé président et instaure un régime sur le modèle soviétique, le Congo devient « République populaire du Congo ». M. NGOUABI sera exécuté à la suite de multiples dissensions en mars 1977.			
1977-1979	J.YHOMBI-OPANGO lui succède, il sera destitué.			
1979-1991	Sassou NGUESSO prend le pouvoir, est nommé chef de l'état, il sera élu en 1984. Le pays devient « la république du Congo » 1991 : <i>Conférence nationale en vue de créer un état de droit, la transition démocratique sera très mouvementée.</i>			
1992-1997	A la suite de nouvelles élections Pascal LISSOUBA est élu président de la république en 1992. Guerre civile, combats de milices, interventions étrangères.			
1997-2010	1997 : Sassou N'GUESSO se proclame président de la république, il sera élu en 2002. 07/08/ 2007 organisation d'élections législatives 08/2009 : Réélection de Sassou N'GUESSO			
<b>CÔTE d'IVOIRE</b>	<b>07/08/1960</b> <b>Félix HOUPHOUËT BOIGNY</b>	<b>Superficie : 322 460 km<sup>2</sup></b> <b>Population : 19,3 M.</b>	<b>Alphabétisation : 48,7 %</b> <b>PIB/habitant : 910 \$</b>	
1960-1993	Félix HOUPHOUËT-BOIGNY est président de la république. 1980-1990 fortes agitations sociales liées à la baisse du cours des matières premières et à une corruption endémique, mutinerie de l'armée en 1990 et 1992. Décès de F. HOUPHOUËT-BOIGNY en 1993			
1995-1999	Election d'Henri KONAN-BEDIE à la présidence qui met en exergue le concept d'« ivoirité ». Tensions politiques et sociales.			
1999-2000	Putsch de Robert GUEÏ, il sera chassé du pouvoir. Graves troubles militaires et civils.			
2000-2010	2000 : Laurent GBAGBO est élu président après des élections contestées. Tentative de putsch (forces nouvelles dans le Nord du pays), interventions étrangères (France, Togo) Accords de paix entre L. GBAGBO et les forces nouvelles. Elections présidentielles encore à venir.			
<b>GABON</b>	<b>17/08/1960</b> <b>Léon M'BA</b>	<b>Superficie : 267 670 km<sup>2</sup></b> <b>Population : 1,3 M.</b>	<b>Alphabétisation : 85,4%</b> <b>PIB/habitant : 6670 \$</b>	
1961-1967	Léon M'BA est élu président de la république 1964 : Tentative de putsch			
1967-2009	Mort de Léon M'BA. Omar BONGO son directeur de cabinet lui succède, création du PDG, parti unique (parti démocratique gabonais). 1990 -Troubles politiques (à Port-Gentil). 1991 : <i>La conférence nationale ouvre la voie au multipartisme.</i> 2005 : Réélection pour 5 ans d'Omar BONGO. 8/06/2009 : Mort d'Omar BONGO.			
03/09/2009	Ali BONGO, son fils lui succède après des élections contestées.			
<b>GUINÉE</b>	<b>02/10/1958</b> <b>Sékou TOURE</b>	<b>Superficie : 245 860 km<sup>2</sup></b> <b>Population : 9,4 M.</b>	<b>Alphabétisation : 29,5%</b> <b>PIB/habitant : 400 \$</b>	
2/10/1958	Accession à l'indépendance, Sékou TOURE devient président. Tentative d'union africaine avec le Ghana et le Mali.			
1984-2008	Mort de Sékou TOURE, gouvernement intérimaire, sera renversé par un coup d'Etat militaire. Lansana CONTE prend le pouvoir sera réélu en 1993, 1998 et 2003, il meurt en 2008.			
2008	Le capitaine Moussa Dadis CAMARA s'autoproclame président de la république.			
2009-2010	Manifestations qui feront des centaines de morts, Moussa Dadis CAMARA sera blessé lors d'un attentat. Sékouba KONATE est reconnu président de la république de transition, les prochaines élections présidentielles sont prévues le 27/06/2010.			
<b>MADAGASCAR</b>	<b>26/06/1960</b> <b>Philibert TSIRANANA</b>	<b>Superficie : 587 040 km<sup>2</sup></b> <b>Population : 19,7 M.</b>	<b>Alphabétisation : 70,7 %</b> <b>PIB/habitant : 320 \$</b>	
1960-1972	Philibert TSIRANANA devient président de la république, quitte le pouvoir en 1972			
1972-1975	Après une période de troubles, en 1975 Didier RATSIRAKA est nommé chef de l'Etat, instaure un régime socialiste.			
1975-1997	Après une longue période de troubles et de contestations (présidence d'Albert ZAFY en 1996) Réélection de Didier RATSIRAKA. <i>Instauration d'un régime parlementaire en 1993.</i>			
1997-2001	Marc RAVALOMANA se proclame vainqueur de l'élection présidentielle face à RATSIRAKA, sera réélu en 2006.			
2008-2010	Violentes émeutes lors d'affrontements avec le maire d'Antanarivo Andry RAJOELINA, il sera nommé président de la haute autorité de transition en attendant de nouvelles élections. Face aux affrontements incessants entre les partisans de l'ex-président et RAJOELINA, l'UA interviendra.			

<b>MALI</b>	<b>22/09/1960</b> <b>Modibo KEITA</b>	<b>Superficie : 124 190 km<sup>2</sup></b> <b>Population : 13,7 M.</b>	<b>Alphabétisation : 22,9%</b> <b>PIB/habitant : 500\$</b>	
1960-1968	Présidence de Modibo KEITA			
1968-1991	Modibo KEITA est renversé par Moussa TRAORE qui instaure une dictature militaire (nombreux conflits sanglants).			
1991	Suite à un soulèvement populaire Moussa TRAORE est arrêté par le colonel Amadou Toumani TRAORE qui prend la tête d'un comité de transition, il rendra le pouvoir aux civils. <i>Tenue d'une conférence nationale</i>			
1992-2002	Election d'Alpha OUMAR KOUNARE, réélu en 1997			
2002-2010	Election d'Amadou TOUMANI TOURE, réélu en 2007			
<b>MAURITANIE</b>	<b>28/11/1960</b> <b>Moktar ould DADDAH</b>	<b>Superficie : 1 025 520 km<sup>2</sup></b> <b>Population : 3,1M.</b>	<b>Alphabétisation : 55,2%</b> <b>PIB/habitant : 840\$</b>	
1960-1978	Moktar Ould DADDAH président de la république Islamique, réélu deux fois malgré des contestations internes. Problèmes du partage du Sahara occidental, conflit avec le front Polisario.			
1978-1984	Trois dirigeants se succèdent. Traité de paix avec le front Polisario.			
1984-2005	Moustapha Ould TAYA accède au pouvoir par un coup d'Etat, il sera élu et réélu président de la république en 1992 et 1997. Il instaure le multipartisme.			
2005-2010	2005 : Ould TAYA est renversé par une junte, l'homme fort en sera Ely Ould Mohamed VALL. 2007 : Election de Sidi Ould Cheik ABDALLANI. 2008 : Coup d'Etat militaire, le nouveau maître du pays est Mohamed Ould Abdel AZIZ, il promet des élections.			
<b>NIGER</b>	<b>03/08/1960</b> <b>Hamani DIORI</b>	<b>Superficie : 1 267 000 km<sup>2</sup></b> <b>Population : 14,2 M.</b>	<b>Alphabétisation : 29,8 %</b> <b>PIB/habitant : 280 \$</b>	
1960-1974	Hamani DIORI est président			
1974-1987	Coup d'Etat militaire de Seyni KOUNTCHE.			
1987-1993	Le colonel Ali SAÏBOU est chef de l'Etat. Début de la rébellion touarègue. 1991 : <i>Conférence nationale pour la paix civile.</i>			
1993-1996	Accords de paix avec rébellion touarègue. Mahamane OUSMANE est élu président.			
1996-1999	Le colonel Ibrahim Baré MAÏNASSARA prend le pouvoir, sera assassiné en 1999.			
1999-2009	Mamadou TANDJA est élu président, réélu en 2004. 2007 : seconde rébellion touarègue.			
2010	Mamadou TANDJA est renversé par un coup d'Etat militaire avec à sa tête Sabou DJIBO, mise en place d'un conseil suprême pour la restauration de la démocratie.			
<b>SENEGAL</b>	<b>20/08/1960</b> <b>Léopold Sédar SENHOR</b>	<b>Superficie : 196 720 km<sup>2</sup></b> <b>Population : 12,4 M.</b>	<b>Alphabétisation : 42 %</b> <b>PIB/habitant : 820 \$</b>	
04/04/1960	Signature de l'accord d'indépendance de la Fédération du Mali.			
20/08/1960	Eclatement de la Fédération du Mali. Sénégal et Mali déclarent chacun leur indépendance.			
1960-1980	Léopold Sédar SENHOR est président de la république. Il démissionnera en 1980, le premier Ministre ABDOU DIOUF achève son mandat.			
1981	<i>Instauration du multipartisme intégral</i>			
1983-2000	Abdou DIOUF est élu président de la république, il est réélu en 1988 et en 1993.			
2000-2010 Décembre 2001	Abdoulaye WADE est élu président de la république, il est réélu en 2007. Décès de l'ancien Président L. S. Senghor.			
<b>TCHAD</b>	<b>11/08/1960</b> <b>François TOMBALBAYE</b>	<b>Superficie : 1 284 000 km<sup>2</sup></b> <b>Population : 10,8M.</b>	<b>Alphabétisation : 25,7 %</b> <b>PIB/habitant : 540 \$</b>	
1960-1980	François TOMBALBAYE est président. Troubles permanents, dissensions internes, conflit du Darfour. F. TOMBALBAYE est assassiné en 1975. Le pouvoir passe de Félix MALLOUNI à Goukouni OUEDDEÏ en 1979.			
1982-1990	Hissène HABRE devient président après avoir renversé G. OUEDDEÏ. Interventions étrangères face aux difficultés intérieures.			
1990-2010	Chute de N'djamena, Idriss DEBY renverse H. HABRE et devient président en 1991, il sera réélu en 1996, 2001 et en 2006. Nombreux troubles, offensives rebelles soutenues par le Soudan, stabilité assurée par l'EUFOR et les troupes françaises. Situation difficile.			

<b>TOGO</b>	<b>27/04/1960</b> Sylvanus OLYMPIO	<b>Superficie : 56 790 km<sup>2</sup></b> <b>Population : 6,6 M.</b>	<b>Alphabétisation : 53,2%</b> <b>PIB/habitant : 360\$</b>	
1960-1963	Sylvanus OLYMPIO est président, il sera destitué et assassiné lors d'un coup d'Etat en 1963.			
1963-1967	Nicolas GRUNITSKY est porté au pouvoir, sera destitué par un coup d'Etat.			
1967-2005	Gnassingbé EYADEMA instaure la 3 <sup>ème</sup> république, réélu en 1993, 1998 et 2003 malgré des troubles et des contestations. 2005 : Décès de G. EYADEMA après 38 ans de présidence.			
2005	Son fils Faure GNASSIMBE est élu président malgré de nombreuses contestations.			
2010	Fin 2010 élections présidentielles prévues.			
<b>NIGERIA</b>	<b>01/10/1960</b> Abubakar Tafawa BALEWA Premier ministre	<b>Superficie : 923 770 km<sup>2</sup></b> <b>Population : 147M.</b>	<b>Alphabétisation : 68%</b> <b>PIB/habitant : 930\$</b>	
1960	Le Nigéria obtient son indépendance au sein du Commonwealth et rejoint les Nations unies. Le premier ministre Abubakar Tafawa BALEWA dirige un gouvernement de coalition.			
1963-1966	Le Nigeria devient une république fédérale mais reste dans le Commonwealth. Benjamin Nwandí AZIKIWE est le 1er président de la république.			
1966-1970	Période de troubles : guerre de sécession du Biafra, capitulation des indépendantistes en 1970 après une guerre sanglante.			
1970-1985	Nombreux coups d'Etat, assassinats de dirigeants, multiples élections.			
1985-1993	Après un coup d'Etat le général Ibrahim BABANGIDA est président.			
1993-1998	Prise de pouvoir du général Sani ABACHA, meurt en 1998. 1998 : le général Abdulami ABUBAKAR devient chef de l'Etat, il rétablit la constitution de 1979.			
1999-2007	Le général Olusegun OBASANJO est élu président après les premières élections démocratiques depuis 16 ans, puis réélu en 2003.			
2007-2010	Umaru YAR'AYUDA est élu président.			
<b>R.D. du CONGO</b>	<b>30/06/1960</b> Joseph KASAVUBU	<b>Superficie : 2 344 860 Km<sup>2</sup></b> <b>Population : 62,6 M.</b>	<b>Alphabétisation : 67,2%</b> <b>PIB/habitant : 140\$</b>	
1960-1965	Joseph KASAVUBU est président, Patrice LUMUMBA est 1 <sup>er</sup> ministre, il sera assassiné en 1961. Guerre de sécession au Katanga avec à sa tête Moïse TSCHOMBE, elle se termine en 1961.			
1965-1997	Mobutu Sese SEKO s'empare du pouvoir (atrocités feront des milliers de morts). Le pays prend le nom de Zaïre en 1971. 1990-1992 <i>Organisation d'une conférence nationale souveraine dont les résultats seront décevants.</i>			
1997-2001	MOBUTU est renversé par Laurent Désiré KABILA, le pays retrouve le nom de République Démocratique du Congo. KABILA sera assassiné en 2001.			
2001-2006	Son fils Joseph KABILA lui succède, gouvernement de transition.			
2006-2010	Joseph KABILA est élu président de la république.			
<b>SOMALIE</b>	<b>01/07/196</b> Aden Abdullah OSMAN	<b>Superficie : 637 660 Km<sup>2</sup></b> <b>Population : 9,8 M.</b>	<b>Alphabétisation : 37,8 %</b> <b>PIB/habitant : 600 \$</b>	
1960-1969	Aden Abdullah OSMAN et Adirashid Ali SHERMAKE sont successivement présidents. Période instable.			
1969-1991	Coup d'état du général Siad BARRE, Etat socialiste -1977. Népotisme, corruption, la Somalie devient un Etat « défaillant », les seigneurs de guerre prennent le pouvoir, conflits, rivalités, guerre civile. Le nord du pays déclare son indépendance, Siad BARRE est destitué.			
1992	Opération « Restore Hope ».			
2006	Les tribunaux islamiques contrôlent le pays. Intervention de l'Ethiopie. Il n'y a plus de gouvernement central.			
2004-2008	Abdallahi Yussuf AHMED est élu président par le parlement, il démissionnera en 2008.			
2009-2010	Le chef des islamistes modérés Cheikh Sharif CHREIKH est élu président par le parlement.			

## Les revenus des minerais s'africanisent

**D**epuis quelques temps les Africains (Etats et populations) essaient de se réappropriier les fruits de leurs richesses minérales. Les constats de détournements se multiplient. Une prise de conscience de la gravité du problème s'est généralisée. La crise qui a entraîné une hausse de la valeur de ces ressources attire des investisseurs et les Etats saisissent cette occasion pour parvenir à une équitable répartition des bénéfices.

### Royalties détournées

En République démocratique du Congo, le gouvernement a demandé à des organismes de la société civile un rapport sur la « revisitation et la renégociation des contrats miniers ». Après une longue étude, ce rapport a été publié en décembre dernier par l'Observatoire des ressources naturelles en Afrique australe et la Commission des ressources naturelles de la Conférence épiscopale du Congo. Il a porté sur 63 partenariats avec des entreprises privées et publiques : 20 ont été résiliés et 37 renégociés. Officiellement l'Etat a récupéré \$ 325 millions. Mais si l'on connaît les sommes réclamées aux opérateurs, il est difficile de savoir ce qui a été réellement encaissé par suite de lenteurs administratives ou d'arrangements.

Contrats léonins et déperdition de recettes se retrouvent partout. C'est ainsi que le Ghana, où l'or constitue 90 % de ses exportations, aurait perdu \$ 68 millions par an, car les royalties perçues sur les firmes multinationales ne représentent que 3 % au lieu des 12 % prévus par la loi. C'est ce qui ressort d'une étude menée par plusieurs ONG dont « Action Aid » sur 7 pays africains (Afrique du Sud, Ghana, Malawi, RDC, Sierra Leone, Tanzanie, Zambie) sous le titre de « Breaking the Curse », soit « Briser la malédiction ». Le manque à gagner provient des exemptions fiscales qui deviennent en fait des subventions, des évasions fiscales pratiquées par ces firmes et de l'incapacité à contrôler leur comptabilité.

Au Cameroun, les périmètres de recherche minière sont attribués à de nombreuses sociétés étrangères. Dès les titres de concession de prospection accordés, ces sociétés mettent leurs actions en vente avant toute activité. Les perspectives de plus-value qu'elles laissent entrevoir amènent une hausse du cours de ces actions jusqu'à 200 %. Ces sociétés sont souvent introduites en bourse à Toronto au Canada, parce qu'on ne les y oblige pas à prouver leurs réserves. En 2007, 1.300 sociétés minières y étaient inscrites, bien plus que dans aucune des places spécialisées dans le monde. Ces sociétés encaissent les plus-values boursières sans avoir engagé la moindre

dépense sur le terrain. Désormais, comme toutes les firmes voulant investir dans des gisements camerounais, elles devront s'inscrire à la Bourse de Douala où elles devront justifier de leurs activités et seront contrôlées.



La bourse de Douala © upload.wikimedia.org

### La réappropriation

Devant ces situations, les Etats et les entreprises, africaines et autres, réagissent.

Au niveau politique, comme en RDC, la Guinée a revu ses contrats. Une révision de la législation est en cours en Afrique du Sud et en Tanzanie.

Au niveau économique, le premier Salon international des mines qui s'est tenu à Dakar du 12 au 14 avril, a donné l'occasion au président de la république et au premier ministre de préciser quel devrait être le régime de prospection et d'exploitation des ressources minières, pour que ces richesses soient profitables aux Etats et aux populations. Outre des modalités de production transparentes et efficaces, il faut une fiscalité adaptée. Devant plus de 500 participants et une cinquantaine de firmes africaines et hors continent, le président Wade a notamment souhaité la mise en place d'un code minier commun aux pays de la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) pour mettre fin à une « concurrence ruineuse ». Ils doivent trouver, dit-il, un « juste milieu pour que tout le monde y gagne, les investisseurs... comme les populations proches des mines ». Il a appelé les opérateurs privés nationaux à s'intéresser à ce secteur, pour lequel \$ 4 milliards ont déjà été, ou seront, investis entre 2005 et 2013.

Au même moment (du 14 au 16 avril), se tenait à Yaoundé la première conférence régionale organisée en Afrique par l'Association mondiale des organismes de promotion des investissements (WAIPA), qui regroupe 170 pays et a été créée en 1995 par la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement). Sur les 500 organismes répertoriés dans le monde, l'Afrique en compte une cinquantaine. Les participants venaient d'Afrique, d'Amérique du Sud, d'Europe. La conférence a répertorié les domaines d'investissements potentiels : mines, pétrole et tous les autres secteurs en attente.

Ces constats, ces réformes, ces manifestations dessinent peu à peu un nouveau paysage des mines africaines. ■

**Robert Ginésy**

### Valoriser pleinement la recherche : la démarche gagnante du professeur Ange Nzihou

**P**résumé officiellement lors du congrès annuel de l'American Chemical Society (ACS)\* et de l'Environmental Protection Agency (EPA) qui a rassemblé du 21 au 25 mars dernier, à San Francisco, 15.000 personnes sur le thème du développement durable, le premier numéro de la nouvelle revue internationale des Editions Springer Waste and Biomass Valorization est l'aboutissement de la démarche d'un homme, le professeur Ange Nzihou. Originaire de la République du Congo (Brazzaville), naturalisé français, cet enseignant-chercheur à l'Ecole des Mines d'Albi, qui enseigne également dans les universités de Princeton et de Columbia, aux Etats-Unis, mais aussi en Chine, est un expert mondialement réputé dans le domaine du traitement et de la valorisation des déchets. Retour sur le parcours d'un chercheur citoyen qui estime que la recherche doit savoir sortir du laboratoire pour servir la société.



Pr. Ange Nzihou © A. Nzihou

Tous les deux ans, l'ACS et l'EPA attribuent le *Presidential Green Chemistry Academic Award* à une personnalité ayant apporté une contribution remarquable durant les cinq dernières années dans le domaine du développement durable. Cette année, c'est au professeur Ange Nzihou qu'a été décernée cette prestigieuse distinction, au moment même où celui-ci présentait officiellement à San Francisco le premier numéro de *Waste and Biomass Valorization*. Un prix d'autant plus important quand on sait qu'il est attribué le plus souvent à des chercheurs américains. Un prix qui marque l'aboutissement d'une démarche initiée, il y a une quinzaine d'années, par un jeune chercheur de la République du Congo qui venait alors de soutenir une thèse de doctorat en génie des procédés. « Issu d'un pays disposant d'importantes ressources pétrolières, j'avais tendance à penser comme beaucoup qu'il fallait obligatoirement s'orienter vers un métier lié au secteur pétrolier », se rappelle Ange Nzihou. Aussi, après deux années de classes préparatoires dans son pays, intègre-t-il l'Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs de Génie Civil (ENSIGC) - devenue l'ENSIACET depuis 2001 - à Toulouse. Il y finira ses études par une thèse de doctorat soutenue en 1994.

#### Pour commencer, bâtir un solide projet

Commence alors ce qu'il est permis de qualifier de « galère ». Car s'il est intellectuellement armé pour prétendre à une très belle carrière comme enseignant-chercheur, cet étranger ne possède pas les papiers nécessaires pour travailler dans l'Hexagone. Qu'à cela ne tienne, il décide de poursuivre ses recherches gratuitement dans le laboratoire où il a réalisé sa thèse, sachant que la règle essentielle pour un chercheur est de publier. « Dans le cas contraire, vous n'existez pas », constate-t-il. Ainsi, durant deux ans, ce jeune chercheur va travailler sans toucher la moindre rémunération, profitant néanmoins de l'occasion pour changer complètement de thématique. Alors qu'il a réalisé sa thèse pour le groupe ELF (aujourd'hui TOTAL), il se rend compte que les enjeux et les défis ne se situent plus

vraiment dans le domaine de la production pétrolière mais dans les problèmes environnementaux que génère celle-ci. « Partant de ce constat, j'ai donc commencé à bâtir un projet que j'ai proposé à différents établissements d'enseignement et de recherche en leur disant : vous menez des recherches dans tel domaine, mais il semble que telle thématique vous fait défaut. Une démarche osée » reconnaît-il, d'autant plus dans un tissu universitaire français où la cooptation est la règle.

Parmi les établissements contactés, l'Ecole des Mines d'Albi, créée cinq ans auparavant, répond favorablement. « Les Ecoles des Mines dépendent du ministère de l'Industrie. La mentalité y est donc différente. Il s'agit avant tout de parier sur des personnes et des projets. Or mon projet plaisait à l'Ecole des Mines d'Albi et, plus particulièrement, à Didier Lecomte, qui était alors le directeur du Centre Energétique et Environnement, une personne très ouverte grâce à laquelle j'ai pu disposer des moyens nécessaires au développement de mon projet », tient-il à rappeler. Celui-ci part alors d'un constat : déchets et biomasses qui contiennent des métaux ou des contaminants sont mis en décharge alors qu'ils renferment de la valeur. Dans ces conditions, comment vouloir parler de développement durable qui, nécessairement, implique une utilisation propre de la ressource. D'où l'idée de l'enseignant-chercheur Ange Nzihou, qui intègre l'Ecole des Mines d'Albi en 1998, de stabiliser les métaux ou les contaminants présents dans un déchet, autrement dit d'éviter leur transfert dans l'environnement et, qui plus est, de les valoriser.

#### Troisième édition de la *WastEng Conference Series*

Très rapidement s'initient des collaborations notamment avec de grands groupes industriels via le financement de projets développés dans le cadre de thèses de jeunes ingénieurs qui constituent alors l'essentiel de l'équipe. « Il était important d'associer à nos développements des industriels. Cela nous a permis en effet de progresser plus rapidement

et de donner de la visibilité et du sens à nos travaux », note le professeur Ange Nzihou. En 2003-2004, celui-ci se rend aux Etats-Unis afin de poursuivre ses recherches dans le domaine de l'environnement à l'Université de Princeton, dans un laboratoire qui s'intéresse beaucoup aux nouveaux matériaux et au sein d'une équipe qui travaille sur des produits alimentaires et pharmaceutiques. « Une expérience très riche, notamment au niveau de la façon de travailler, plus directe et très favorable à l'initiative », reconnaît-il.

Désormais la recherche, tel le premier étage d'une « fusée », fonctionne à plein régime dans l'équipe du professeur Nzihou, de retour à l'Ecole des Mines d'Albi. Cela dit, la communauté scientifique travaillant sur les thématiques globalement étiquetées « environnement » ou encore « développement durable », étant diffuse et dispersée, il reste difficile pour les équipes comme la sienne de publier les résultats de leurs travaux, voire d'en débattre à l'occasion d'événements spécifiques. Il propose alors de créer un événement scientifique sous la forme d'un congrès international dans le domaine de la valorisation des déchets et biomasses, baptisé *WastEng Conference Series*, dont la première édition se déroule en 2005 à Albi. « Nous attendions 50 à 100 personnes et il y en a eu 300 issues de 42 pays », s'enthousiasme-t-il. Preuve que son analyse était juste et qu'il fallait un second étage à cette « fusée », représenté par ce congrès, dont la deuxième édition s'est tenue en Grèce en 2008, sous l'œil intéressé de la Commission Européenne,

### Le premier numéro d'une revue internationale

La troisième édition de la *WastEng Conference Series* se déroulera en Chine, à Pékin, du 17 au 19 mai prochain. Pour le professeur Ange Nzihou, ce sera l'occasion de présenter à nouveau, devant les experts de 48 pays, *Waste and Biomass Valorization*, la nouvelle revue scientifique internationale que publient les Editions Springer et dont il est aujourd'hui l'éditeur en chef, mais surtout l'initiateur. « Les travaux scientifiques ne sont visibles que s'ils sont publiés. Or jusqu'à présent, il n'existait aucune revue scientifique internationale dans le domaine de la valorisation des déchets et biomasse », indique-t-il. Cette revue est donc le troisième et dernier étage de la « fusée » que conçoit patiemment Ange Nzihou depuis maintenant plus d'une dizaine d'année et qui marque l'aboutissement d'une démarche originale.

Les 170 pages du premier numéro de cette revue trimestrielle publiée en anglais rassemblent 15 articles rédigés par des scientifiques de renom issus de plusieurs pays (France, Angleterre, USA, Japon, Australie, Belgique, Grèce, Brésil, Canada, Inde). On y traite notamment de la production de biocarburants et d'hydrogène par les microbes et par fermentation et de la production d'hydrogène par mécano-chimie. Y est également présenté l'état de l'art sur la production des biodiesels dans le monde ou l'utilisation des biomasses résiduelles, avec les expériences du Brésil et celle de l'Australie sur la production d'électricité à partir de résidus de la production de canne à sucre. La valorisation des fibres et des textiles, mais aussi des résidus électroniques, la fabrication de bio-nano-matériaux et de polymères composites à partir de déchets, la production de ci-

ments à faible empreinte écologique, enfin la fabrication d'adsorbants à partir de déchets pour le traitement des sols et de l'eau font aussi l'objet d'articles dans ce premier numéro de *Waste and Biomass Valorization*.

### S'adresser aux jeunes Africains

Mais si la publication de cette revue représente en effet l'aboutissement d'une démarche pour Ange Nzihou, n'allez surtout pas croire que cet homme dynamique va désormais se reposer sur ses lauriers, satisfait d'avoir relevé les défis qu'il s'était fixés, bien au contraire. Pour lui cet aboutissement est en effet une opportunité pour accroître ses recherches et multiplier ses collaborations avec des équipes et des industriels du monde entier. Du côté des collaborations, Ange Nzihou rédigea en 2011, avec ses collègues de l'Université de Columbia aux Etats-Unis, 4 tomes d'une encyclopédie sur la valorisation des déchets et biomasses.

Du côté de la recherche, les thématiques ne manquent pas dans un vaste secteur extrêmement prometteur et en pleine expansion. Ainsi cette équipe de l'Ecole des Mines d'Albi travaille aussi bien sur les bois imprégnés dits « CCA » que sur les boues de dragage. Les traverses de chemin de fer ou les poteaux électriques, pour ne pas qu'ils pourrissent, sont traités à l'aide d'un cocktail qui renferme du cuivre, du chrome et de l'arsenic, d'où son nom de « CCA ». Ces bois contiennent tellement de métaux qu'il est impossible de les stocker dans le sol. « C'est dans ce contexte que nous avons développé un procédé avec un groupe industriel de Bordeaux, qui permet d'un côté de produire de l'énergie, de l'autre de récupérer des métaux purs, alors qu'avant, on broyait le tout », explique-t-il. Même chose avec les boues de dragage qui, une fois traitées, permettent de produire des briques et des matériaux de génie civil.

A la tête d'une équipe très cosmopolite d'une douzaine de personnes, dont beaucoup de doctorants et de post-doctorants, parmi lesquels un étudiant mauritanien et un autre malgache, Ange Nzihou reste très attentif à ce qui se passe en Afrique. Ainsi en juillet 2009, à Ouagadougou, il a organisé avec ses collègues Patrick Sharrock et Didier Lecomte un premier séminaire avec l'Institut international d'ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2IE) auquel ont assisté des chercheurs du monde entier. « Des jeunes venant de 26 pays africains étudient dans cette école d'ingénieurs. Ils représentent l'avenir. Il est donc important de s'adresser à eux. Le séminaire a été un franc succès. Aussi une seconde édition est-elle en préparation. Elle se tiendra à Abuja au Nigeria, à l'été 2011 ».

**Jean-François Desessard**  
*Journaliste scientifique*

\* Première société scientifique mondiale regroupant des chercheurs et des industriels de la chimie et des procédés.

Contact : **Ange Nzihou**  
Courriel : [ange.nzihou@mines-albi.fr](mailto:ange.nzihou@mines-albi.fr)

## Le cancer en Afrique : une réalité qui s'impose progressivement



Dr. Adama Ly © Adama Ly

L'existence en Afrique de fléaux comme le paludisme ou le Sida fait souvent oublier que d'autres maladies y sévissent également, à commencer par le cancer. En créant l'association AfroCancer en 2005 et en co-signant, deux ans plus tard, un ouvrage intitulé « Le cancer en Afrique » (1), le cancérologue sénégalais **Adama Ly**, chercheur à l'Inserm, a donc contribué à montrer cette réalité. Plus récemment, en 2009, le lancement du « Journal Africain du Cancer », publié par les Editions Springer, sous l'égide d' AfroCancer, dont il est le rédacteur en chef, a permis de franchir une nouvelle étape, l'objectif de cette revue scientifique et médicale internationale d'information et de formation sur le cancer étant de favoriser et de promouvoir la lutte contre les pathologies tumorales sur le continent africain. Prochaine étape pour Adama Ly, l'organisation en juin prochain d'une campagne de collecte de fonds dans le cadre du projet de construction du Centre de Prévention et de Recherche sur le Cancer, le CEPREC, qui pourrait être opérationnel à l'horizon 2013.

« Les perspectives épidémiologiques des cancers qui se profilent d'ici à l'horizon 2020 prévoient une progression continue en termes d'incidence et de mortalité. Si cet impact croissant des pathologies tumorales est à déplorer individuellement et collectivement à l'échelle mondiale, il a davantage de conséquences dans les pays en développement sur lesquels pèseront 72 % du fardeau global de la maladie », écrivait Adama Ly dans l'éditorial du premier numéro du *Journal Africain du Cancer*, publié en 2009. « En raison de multiples facteurs agissant en synergie qui vont de l'explosion démographique à la progression des maladies infectieuses et aux méfaits du tabagisme, des déséquilibres alimentaires aux pollutions environnementales et aux prédispositions ou susceptibilités génétiques, le nombre d'Africains et d'Africaines exposés aux risques de cancer croît de façon inéluctable », ajoutait alors le cancérologue.

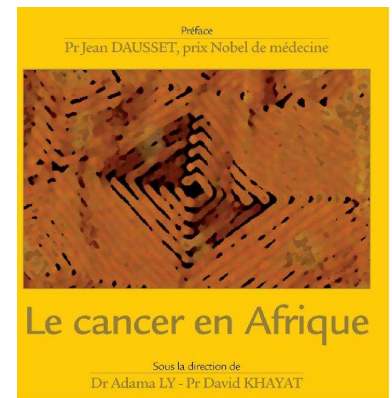
### De la création d'une association à la publication d'un ouvrage

Après des études de biologie et de médecine, qui l'ont mené de l'Université de Nice à l'Institut Gustave Roussy (IGR) et à l'hôpital Paul Brousse (Université Paris XI, Villejuif), en passant par l'Institut Bergonié qui est le Centre régional de lutte contre le cancer de Bordeaux et du Sud-Ouest, Adama Ly s'est en effet beaucoup intéressé à l'immunité anti-tumorale et aux techniques de thérapie génique du cancer. « C'était le moment propice pour s'engager sur ces techniques d'avenir », explique-t-il. Un post-doc aux Etats-Unis, au sein du Sydney Kimmel Cancer Center de San Diego, lui permet de travailler sur des technologies de pointe qu'il ramène ensuite en France à l'hôpital Paul Brousse avant de les développer en Allemagne, à l'Université Martin Luther de Halle-Wittenberg. « Ce n'est pas si courant qu'un Africain transfère des technologies de pointe entre deux pays occidentaux », souligne-t-il avec une pointe d'humour avant de rappeler que la position du chercheur africain dans les pays occidentaux n'est pas toujours facile tant les a priori et les préjugés ont la vie dure. « Il faut beaucoup de temps pour changer les mentalités. J'es-

père néanmoins que les collaborations vont se multiplier entre les pays occidentaux et l'Afrique ».

Ce parcours riche d'expériences a conduit progressivement Adama Ly à se documenter sur la situation du cancer en Afrique, une maladie encore quasiment ignorée jusqu'à récemment. « On meurt beaucoup de cancers sur ce continent, sans le savoir. Les registres sont inexistantes tout comme les spécialistes. Imaginez que beaucoup de pays africains ne disposent tout au plus que de 2 ou 3 cancérologues », indique-t-il. Par exemple, au Sénégal, son pays, où l'on forme pourtant beaucoup de médecins généralistes et, depuis peu, davantage de cardiologues, les cancérologues restent peu nombreux. Et quand bien même ces spécialistes du cancer seraient-ils plus nombreux, cela ne suffirait pas. Le cancer nécessite en effet une prise en charge des malades, ce qui implique l'existence d'un réseau disposant non seulement des outils thérapeutiques spécifiques que sont la chirurgie, la radiothérapie et la chimiothérapie, mais aussi d'un personnel hospitalier qualifié et en nombre suffisant. Ajoutez à cela le nécessaire accès aux médicaments qui s'avère difficile, voire impossible, sans la mise en place d'un système permettant de couvrir les dépenses de santé.

Cette situation est d'autant plus préoccupante quand on sait que le cancer est très présent en Afrique, même s'il ne fait jamais la « Une » des journaux, masqué qu'il est par d'autres fléaux, et faisant l'objet de multiples tabous qui empêchent d'en parler. Ainsi, selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), les pays du sud supportent aujourd'hui 64

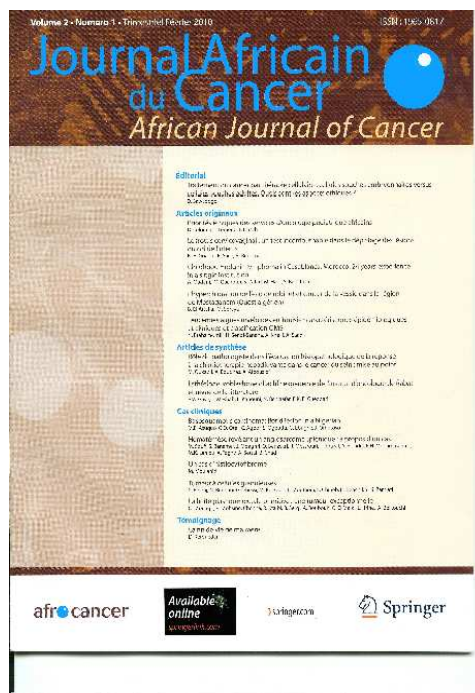


% des cas de cancers, un pourcentage qui s'élèvera à 72 % en 2020. Confronté à cette réalité, le docteur Adama Ly décide alors de poser un premier jalon en créant l'association AfroCancer en 2005. « Je voulais être plus libre pour agir tout en restant associé à l'Inserm pour mes recherches », précise-t-il. Dans la foulée, une première action, visant à dresser un état des lieux du cancer en Afrique, est lancée. 136 spécialistes venant de 32 pays à travers le monde vont y travailler sous sa responsabilité et celle du professeur David Khayat, ancien président de l'Institut National du Cancer (INCa) et chef du service d'Oncologie médicale de l'hôpital Pitié-Salpêtrière. Résultat de ces trois années de travail collectif : un livre intitulé *Le cancer en Afrique*, préfacé par le professeur Jean Dausset, Prix Nobel de Médecine, et publié en français et en anglais avec le soutien de l'INCa. « Il y a eu soudainement comme une prise de conscience », s'enthousiasme le cancérologue. Salué unanimement, l'ouvrage reçoit même les félicitations de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) alors que le chercheur sénégalais est à Vienne pour sensibiliser les politiques à ce problème du cancer en Afrique.

### Un centre associant cancérologues et spécialistes des sciences humaines

Suite à la réalisation de cet ouvrage, Adama Ly décide de relever un nouveau défi en proposant aux Editions Springer de créer une nouvelle revue scientifique et médicale internationale d'information et de formation sur le cancer. Baptisée *Le Journal africain du cancer/African Journal of Cancer* (JAC), cette revue trimestrielle bilingue (anglais/français), est lancée officiellement en 2009. Y sont publiés des travaux de recherche aussi bien fondamentale que clinique. Cette revue présente aussi des stratégies individuelles et collectives de prévention, ainsi que des approches médicales et thérapeutiques, allant du diagnostic aux soins palliatifs. S'ouvrant à tous les divers aspects de la cancérologie, de l'épidémiologie aux innovations biotechnologiques, sans pour autant oublier les sciences humaines, sociales et environnementales, le JAC montre aussi les disparités régionales, les influences culturelles et les réalités socio-économiques relatives à la lutte contre la maladie en Afrique. « Il était nécessaire que nous puissions publier un journal scientifique afin que les Africains aient l'opportunité de publier leurs travaux et de les montrer ainsi à la communauté internationale », estime ce chercheur, titulaire aussi d'un master de sociologie de la santé de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris (EHESS).

Un livre en forme d'état des lieux, un journal pour mieux diffuser le travail des chercheurs africains. Il restait alors pour Adama Ly à se lancer dans la réalisation d'un troisième projet, l'édification du Centre de Prévention et de Recherche sur la Cancer (CEPREC). « Le projet architectural est en cours d'ébauche. Nous devrions avoir les plans



en juin prochain », indique-t-il. D'ores et déjà, 3.000 m<sup>2</sup> de terrain situés dans la ville de Touba, à l'est de Dakar, ont été attribués pour édifier ce centre qui sera ainsi plus proche des populations rurales. Dès l'été, une campagne de collecte de fonds sera organisée avec pour objectif de réunir rapidement les moyens nécessaires, le but étant d'ouvrir le CEPREC fin 2012-début 2013. « Il est indispensable que nous disposions de ce centre afin de pouvoir mettre en place un outil de dépistage permanent du cancer et de mener des recherches spécifiques sur le cancer en Afrique ». Le dépistage permettra ainsi d'intervenir à temps alors qu'aujourd'hui, les patients arrivent souvent beaucoup trop tard à l'hôpital, quand les cas sont désespérés et qu'il n'existe plus aucune solution.

L'une des originalités de ce projet réside dans le fait que des spécialistes des sciences humaines y seront associés. Comme il existe beaucoup de tabous autour du cancer en Afrique, des anthropologues et des sociologues notamment seront chargés de mener des enquêtes sur le terrain afin de décrypter tous ces préjugés, ces peurs, ces a priori et ces non-dits. Il s'agira, là encore, d'une démarche pas facile à mener, les cancérologues n'étant pas habitués à travailler avec leurs collègues des sciences sociales. Mais Adama Ly est animé d'un enthousiasme sans faille et se bat auprès de ses collègues du monde entier, en particulier en France et aux Etats-Unis, pour que le CEPREC ouvre ses portes au plus vite. « Nous disposons d'ores et déjà de soutiens au Sénégal. Mais ce centre de prévention et de recherche se voulant régional, il est impératif que d'autres pays du continent, et en particulier de l'Afrique de l'Ouest, nous rejoignent ». Chacun de nous ne peut que le soutenir dans son extraordinaire démarche, car au bout, il y a l'assurance de l'ébauche d'une Afrique mieux armée face au cancer et, donc, plus à même d'affronter les autres défis qui l'attendent. ■

**Jean-François Desessard**  
*Journaliste scientifique*

(1) *Le cancer en Afrique* - Ouvrage réalisé sous la direction du docteur Adama Ly et du professeur David Khayat, et préfacé par le professeur Jean Dausset, Prix Nobel de Médecine – Edition INCA (Institut National du Cancer), 2007

Contact : Adama Ly  
Courriel : [adamaly@gmail.com](mailto:adamaly@gmail.com)  
Afrocancer : [www.afrocancer.org](http://www.afrocancer.org)



**Lu pour  
vous !**

## La faim au Cameroun

JEAN CELESTIN EDJANGUÉ

LES COLÈRES DE LA FAIM...  
Pourquoi l'Afrique s'est embrasée en 2008

POINTS DE VUE  
L'Harmattan

**E**n 2008, dans beaucoup d'Etats africains l'augmentation brutale et considérable des produits alimentaires a provoqué des manifestations, parfois graves comme au Cameroun. Trois jours d'émeutes (du 25 au 29 février) dans de nombreuses villes, notamment à Douala, le poumon économique, mais aussi à Yaoundé, la capitale.

La police a réagi violemment : plus d'une centaine de morts selon l'« Observatoire national des Droits de l'Homme », moins d'après les officiels. Deux petits livres de 100 pages chacun racontent, expliquent et tirent les conclusions de ces événements. Ils sont écrits par un journaliste, maintenant correspondant en Europe d'un quotidien camerounais privé, qui les a vécus et qui disposait des meilleures sources d'information. Après l'échec des négociations avec le gouvernement à propos de la hausse du carburant, le Syndicat des transporteurs routiers déclara la grève. Très suivie, elle paralysa la circulation et le ravitaillement dans tout le pays. Ce fut l'occasion de l'explosion du « volcan en sommeil » comme l'écrivit Jean-Célestin Edjangué.

Il explique pourquoi la base s'est révoltée : ce sont surtout des jeunes (21 % de chômeurs) et ceux dont le pouvoir d'achat se dégradait lentement. Ils n'ont pas supporté l'augmentation brutale et mondiale des produits alimentaires. Ce « mouvement populaire de revendication sociale » avait aussi des causes plus profondes. Le pouvoir

central n'écoutait pas les signaux de ras-le-bol de la population, que les autorités intermédiaires et les administrations répercutaient mal. La presse écrite, parlée, télévisuelle trop critique étant muselée, certains se taiseaient découragés. D'autres ont réagi vigoureusement avec ces « colères de la faim ». Depuis lors, les prix ont légèrement baissé, un plan pour le développement agricole a été lancé. Mais deux ans après, il y a peu de changement et les perspectives d'un mandat présidentiel supplémentaire n'arrangent rien.

S'appuyant sur des recherches fouillées dans le passé et dans le présent, l'auteur publie des déclarations et des textes de tous horizons. Il s'inquiète de ce gâchis des « énormes ressources humaines, économiques et culturelles » de son pays. Pour y parer, il faudrait « une volonté politique de développement », à condition que « les populations s'impliquent dans ces projets ».

**Yves Catalans**

*Jean Célestin Edjangué : « Les colères de la faim. Pourquoi l'Afrique s'est embrasée en 2008 », « Cameroun, un volcan en sommeil ». L'Harmattan, Collection « Points de vue ».*

## AFIP. Pour les diplômé(e)s, en recherche d'emploi !

**L**e 7<sup>ème</sup> colloque annuel de l'« Association pour favoriser l'intégration professionnelle » (AFIP) s'est tenu le 9 avril à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, Seine-Saint-Denis, à Bobigny. Il était axé sur le parrainage des jeunes diplômé(e)s des minorités visibles, pour les préparer à trouver un emploi et les aider à s'intégrer dans leur entreprise.



Quatre ateliers approfondissaient le parrainage dans le management, l'entrepreneuriat, la formation et l'accès à l'emploi. Certaines entreprises se préoccupent du recrutement de ces étudiants, comme la Fondation TF-1, l'Oréal, Areva, Sodexo et d'autres encore, toutes présentes au colloque. Globalement, l'ambiance dans le monde économique n'est pas accueillante. L'Education nationale n'est pas ouverte aux entreprises, mais HEC a un service dédié. Le C.V. anonyme n'est toujours pas réglementé, ce n'est d'ailleurs pas l'idéal. L'autocensure est une difficulté de base : celle des jeunes qui n'ont pas confiance en eux et celle des familles, à cause du coût de la préparation.

L'adéquation entre le « Parrain » et le « Filleul » apparaît comme fondamentale. Pour trouver l'activité la mieux adaptée au filleul, le parrain est parfois amené à la rechercher dans d'autres services de son entreprise ou dans d'autres entreprises. Ainsi se constituent des réseaux, qui multiplient les opportunités en mutualisant les énergies.

Un Guide pratique du « Parrainage » est en préparation et devrait sortir en juin. Cette « nouvelle forme de solidarité émergente » a permis, en 2009, de suivre de façon personnalisée 350 candidats, dont 45 % ont trouvé un emploi, avec 180 parrains dont 100 anciens de HEC.

**R. G**

Infos : [www.afip-asso.org](http://www.afip-asso.org)

## Partenariat inter-entreprises

La « Chambre internationale pour le conseil et la promotion » a réuni les 29 et 30 mars à la Maison des Associations de Paris Xème des entrepreneurs de France et d'Afrique pour son 5ème Forum du commerce international. L'objectif était de susciter entre eux des relations d'affaires. Une trentaine de chefs d'entreprises représentaient des sociétés très diverses : relations publiques, traitement de l'eau, énergie solaire, tourisme...

En introduction, un spécialiste du partenariat a détaillé son action entre la France et la Thaïlande. Si ce modèle n'est pas directement applicable entre les deux rives de la Méditerranée, les ressorts du succès restent valables. Le facteur humain a été souligné, ne s'agissant pas de grosses entités. Ces contacts ont débouché sur quelques projets communs. Des universitaires et des juristes ont présenté le côté formel de ces éventuels contrats.

Une autre rencontre est prévue après les vacances. Cette initiative mériterait de se développer, à l'ombre des grandes instances du commerce international. ■

R.G.

Infos : <http://www.cicp.biz>

Partenariat avec le CRDP de Rouen et l'Université du Havre



« L'Afrique en mouvement »

Vous pouvez télécharger l'intégralité des fiches pédagogiques réalisées à partir des 9 conférences données à l'Université du Havre dans le cadre « L'Afrique en mouvement » sur les sites ci-dessous :

CDRP de Haute-Normandie : <http://crdp.ac-rouen.fr/crdp76/>

CDDP de Seine-Martime : <http://cddp76.ac-rouen.fr/>

CADE : <http://www.afrique-demain.org>

### Coordination pour l'Afrique de Demain (CADE)

Association Loi 1901

Président : Jean-Loïc Baudet

Président d'honneur : Michel Levallois

Vice-présidents : Raymond Césaire, Georges Courade, Xavier de Franssu. Secrétaire générale : Claudie Lasserre  
Trésorier : Philippe Mathieu

#### La Lettre de la CADE

Directeur de publication : Jean-Loïc Baudet

Comité de rédaction : Raymond Césaire, Robert Ginésy, Michel Levallois, Philippe Mathieu,

Denyse de Saivre, Henri Senghor, Jean Brice Simonin.

Mise en page et maquette : Sara Valdés Desessard

Crédits photos RD : J. B. Simonin

La CADE : 5 rue des Immeubles Industriels 75011 Paris, FR.

Tél. : 01 43 48 14 67 / Fax : 01 44 93 87 50

Courriel : [cade@afrique-demain.org](mailto:cade@afrique-demain.org)

Site : [www.afrique-demain.org](http://www.afrique-demain.org)

Dépôt légal à parution. Numéro ISSN : 1290-581X



## Agenda de la Cade



### Rencontres-débats à l'ENA

de 17 h 45 à 19 h 45

#### Cycle II : La libération de la capacitation d'entreprendre en Afrique

- 11 mai 2010 : « La pérennité des entreprises africaines : nouvelles stratégies et nouveaux outils d'incitation », avec **Jean Pierre Imélé**, Directeur Général de Biotropical, entreprise agro alimentaire et de produits biologiques; **Jean Baptiste Bokoto**, Président de Africa Synergies International, réseau de « business angels » pour le développement d'entreprises africaines et de la diaspora, fondateur de Profit Health, une mutuelle d'assurance médicale et **Michel Jacquier**, Directeur Général délégué de l'AFD – Agence Française de Développement, Président du FISEA – Fonds d'Investissement et de Soutien aux Entreprises en Afrique (à confirmer).

Inscription conseillée sur le site de la CADE : [www.afrique-demain.org](http://www.afrique-demain.org)

#### Prochaine rencontre :

- 16 juin 2010 : « Littérature et jeunesse. Quelle mémoire ? » (Cycle I)



### Annonces

- **Conférence :**

Hommage rendu à Aimé Césaire le 10 mai 2010 à 20h30, pour la commémoration de l'abolition de l'esclavage

Théâtre Traversière -15 rue Traversière 75012 Paris

Tarif : 5 € et 10 € Contact : 01 43 41 81 27

Courriel : [traversiere@cerpse.com](mailto:traversiere@cerpse.com)

- **Projection-débat**

Festival Africaphonie 13 mai 2010 à la

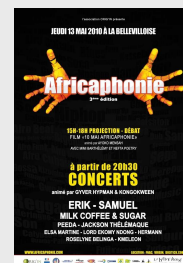
Bellevilloise -19, rue Boyer 75020 Paris

**Projection-débat de 15h à 18 h.** A l'occasion du cinquantenaire des Indépendances : **1960-2010, la Diaspora africaine en France et construction d'une identité «afro-française»**

**Entrée Libre**

Contact : 06 28 22 63 49

Courriel : [africaphonie@gmail.com](mailto:africaphonie@gmail.com)



### Abonnement à La Lettre de la CADE :

Nom ..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Courriel .....

Abonnement seul : 40 €, - étudiants : 8 €, - entreprises, collectivités locales : 200 €. Adhésion individuelle à l'Association, comprenant l'abonnement : 55 €  
Paiement par chèque à l'ordre de la CADE.

#### Copyright :

Le contenu de La Lettre est libre de droits pour des usages non commerciaux, à la condition de citer la source (CADE) et de ne pas modifier le texte.